

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Pour en finir avec le chômage et le racisme, il faut renverser le capitalisme



- La classe ouvrière et la jeunesse ne gagneront rien des élections p. 2**
La campagne de Mélenchon, programme social-démocrate pour caudillo p. 6
Les bourgeois Fillon, Macron et Le Pen se disputent le poste p. 7
Qu'est-ce que le fascisme ? p. 11
La campagne d'Arthaud se tient dans les limites acceptables par la CGT p. 12
Déclaration internationale pour les États-Unis socialistes d'Europe p. 14
La campagne réformiste de Poutou p. 16
Note de lecture : *Les Apprentis-sorciers* de Jean-Claude Mailly p. 17
Fidel Castro, du nationaliste petit-bourgeois au bureaucrate stalinien p. 18
Espagne 1936-1937 : le Front populaire assassine la révolution p. 23
Violences policières : justice pour Théo ! p. 28

La classe ouvrière et la jeunesse ne gagneront rien des élections, il faut préparer l'affrontement

Le lourd bilan de Hollande et de ses gouvernements

Pendant cinq ans Hollande, ses gouvernements PS-PRG-EELV ou PE, tous ses ministres (dont Hamon et Macron) ont servi les exigences de la bourgeoisie française : loi El Khomri, loi Macron, CICE, gel des salaires des fonctionnaires, aggravation terrible de la situation des hôpitaux publics, poursuite des coups contre l'enseignement public. À quoi il faut ajouter l'union nationale autour de l'état d'urgence permanent, la chasse aux migrants et à ceux qui tentent de les protéger, le racisme et la xénophobie, la police renforcée dans ses oeuvres de répression des manifestations et des jeunes, mais aussi les interventions militaires pour le compte de l'impérialisme français seul ou en alliance avec d'autres, en Afrique et au Proche-Orient, etc. De leur côté, les directions syndicales (CGT, FO, FSU et Solidaires) et les partis et organisations qui leur sont liés (PCF, PdG, LO, NPA, POID, AL...) ont, contre les mobilisations cherchant la voie de la grève générale pour défaire le gouvernement, dressé à chaque fois la kyrielle des journées d'action et des grèves isolées conduisant à la défaite. Tout en approuvant le « dialogue social », vieille ficelle du gouvernement pour associer les syndi-

cats à la mise en oeuvre des plans de la bourgeoisie, appelés pudiquement « réformes nécessaires ».

À l'automne 2016, les bureaucraties syndicales de FO et de la CGT, ainsi que le PCF, le PdG, LO, le GIC, etc. sont allées jusqu'à approuver les manifestations factieuses de policiers pour plus de répression encadrées par le FN et les organisations fascistes.

La bourgeoisie en voulant plus, Fillon était son homme

Le travail a été fait pour la bourgeoisie, la classe ouvrière et la jeunesse sont politiquement profondément désorientées. Mais la classe dominante en veut beaucoup plus car malgré tout, le capitalisme français continue de voir s'effriter ses positions internationales. Elle veut aller plus loin pour accroître son taux de profit, elle veut aussi un État fort, encore plus de policiers pour mater les manifestations et une armée renforcée pour affronter une situation internationale qui devient chaotique avec la crise générale du mode de production capitaliste qui entraîne la montée du protectionnisme et des nationalismes.

Fillon était son candidat le plus sérieux, avec un programme parfaitement ajusté à ses besoins : retraite à 65 ans, suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, fin de la durée légale du travail, réduction du code du travail à la portion congrue, 100 milliards d'économie dans les dépenses publiques, la Sécurité sociale et les hôpitaux, etc. Mais Fillon s'est fait prendre la main dans le sac, compromettant ses chances en montrant au grand jour le cynisme du personnel de la bourgeoisie, adepte de la rigueur pour les salariés et de l'utilisation des fonds publics pour leur propre compte. Dès lors Fillon, pour vaincre la résistance de son camp rendu hésitant par ses déboires judiciaires, mobilise de plus belle la frange la plus réactionnaire de son électorat et dispute un peu plus au FN le marécage du racisme et de la xénophobie. Mais les scandales l'éclaboussent chaque jour un peu plus.

Macron, une roue de secours pour la bourgeoisie

Dans ces conditions qui rendent la victoire de Fillon plus hasardeuse, une partie de la bourgeoisie a pour Macron les yeux de Chimène. Macron, ce Rastignac aux dents longues, déjà soutenu par des grands patrons et des banquiers, est le chantre d'une société où les patrons sont libérés de toutes contraintes, le partisan de la surexploitation du type Uber. Il veut en finir avec la re-

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste Internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valy**

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupermarxiste.info

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier
2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

traite par répartition en lui substituant un système de capitalisation par points, supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, faire 15 milliards d'économie sur la branche maladie de la Sécu, détruire l'assurance chômage, poursuivre la soi-disant modernisation des hôpitaux qui les étouffe, fiscaliser la Sécurité sociale, etc. S'affichant « ni de droite ni de gauche » il réunit autour de lui un attelage improbable d'opportunistes et de politiciens de tout poil. Cependant, la bourgeoisie craint avec Macron un retour à l'instabilité et aux marchandages de couloirs de la IV^e République, elle sait que ce rassemblement hétéroclite le rend fragile au regard des combats qu'elle entend mener. Les ralliements pourtant se multiplient, caciques de LR laissés en déshérence à mesure que Fillon s'enfonçait dans le discrédit (plus François Bayrou, Alain Madelin...) mais aussi transfuges des partis ouvriers bourgeois qui prétendent constituer ainsi un recours contre le FN (Gérard Collomb, Robert Hue, Patrick Braouézec, Jean-Yves Le Drian...). Alors qu'en réalité c'est précisément cette politique où se vautrent bras dessus bras dessous grands bourgeois et représentants des partis ouvriers traditionnels qui ouvre grand la porte au FN !

Qu'est-ce qui permet la progression du FN ?

Le FN a le vent en poupe, porté par les succès et le renforcement des positions des politiques et partis populistes ou fascistes en Europe, avec la victoire du Brexit au Royaume-Uni, l'arrivée de Trump à la présidence des États-Unis. Le carburant principal du FN est côté face le nationalisme et côté pile le racisme et la xénophobie. Il est loin d'être le seul à utiliser ce genre de propagande : le nationalisme, « la Nation », « la grandeur de la France » sont célébrés aussi bien par Fillon que par Mélenchon. Le racisme et la xénophobie sont déjà véhiculés depuis les sommets de l'État par Hollande, Cazeneuve et Valls avant lui, dans la chasse aux Roms et aux migrants, dans l'affaire du burkini, etc. Mais c'est le FN qui en ramasse les dividendes. Ce qui lui donne des ailes, alors que le maintien du capitalisme touche non seulement les salariés par millions mais aussi de mille et une manières les classes moyennes, paysans, artisans, professions libérales, c'est que les partis « réformistes » défendent le capitalisme et son État et que les directions syndicales sont parvenues plusieurs fois à empêcher le déferlement de la grève générale, bouchant ainsi toute perspective ouvrière.

Le FN se dit contre « le système », mais la famille Le Pen, riche de plusieurs dizaines de millions d'euros, n'a rien à envier aux grands bourgeois et comme eux, elle fraude et truque autant que possible, refuse de se rendre à une convocation de la justice. Le candidat du principal parti de la bourgeoisie, Fillon, empêtré dans les scandales, c'est pain bénit pour Le Pen ! Comme on n'attrape pas les mouches

avec du vinaigre, le FN promet tout, mais seulement aux travailleurs brevetés français, augmentation des bas salaires, retour à la retraite à 60 ans et bien d'autres choses encore, il promet aux agriculteurs une prospérité retrouvée une fois débarrassés de l'Union européenne grâce à des aides bien françaises, il promet à tous les vrais Français, aux artisans, aux PME, etc. Si tout va mal, ce n'est pas le capitalisme qui est responsable, c'est à cause des étrangers, des réfugiés, qu'il faut jeter dehors. En installant le protectionnisme et le retour aux frontières, les droits de douane, en revenant à la monnaie nationale, on rasera gratis. Or le FN ne fait pas des promesses pour les tenir, mais pour être élu ! Loin de permettre la moindre amélioration, le protectionnisme et la rupture avec l'UE ne feraient que rétrécir les marchés, précipiter les faillites et les banqueroutes, déchaîner l'inflation... Ni les artisans, ni les petits paysans et encore moins les salariés n'y gagneraient quoi que ce soit. Ce n'est pas non plus le programme qui correspond aux intérêts des grands groupes capitalistes français qui oeuvrent sur le marché mondial, ce qui explique que le FN n'ait pas encore leur soutien massif. Mais le grand capital sait que la démagogie sociale du FN n'est que du vent, et que le FN, le cas échéant, s'assoira sur ce qu'il a promis et s'adaptera, tout comme Trump et tous les démagogues antérieurs, à ses desiderata.

La puissance du capital financier ne réside pas dans sa capacité à établir, à son gré, n'importe quel gouvernement, n'importe où. Il n'en a pas le pouvoir. Sa puissance réside dans le fait que tout gouvernement, s'il n'est pas prolétarien, est obligé de servir le capital financier. (Léon Trotsky, Bonapartisme et fascisme, 1934)

Le vrai programme du FN est ailleurs : c'est préparer la guerre civile de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et la jeunesse en cherchant d'abord à paralyser la classe ouvrière par la division de ses rangs, à proté-



Rassemblement tricolore de la France mélenchoniste, Paris, 18 mars

ger les capitalistes en désignant les étrangers et demain en attaquant physiquement les minorités et les organisations ouvrières. Pour la grande bourgeoisie, cette solution est risquée et aventureuse, et elle préférerait s'en passer, mais elle ne maîtrise plus la totalité des paramètres de ces élections depuis les déboires de Fillon.

Hamon, la social-démocratie d'hier et d'aujourd'hui

Le candidat du PS, Hamon, désigné à l'issue de la primaire de « la belle alliance populaire », ancien ministre devenu frondeur car sentant qu'à trop tirer sur la corde, la place de la social-démocratie et en même temps la sienne se trouvaient compromises, se présente avec un pâle programme réformiste.

Dans une période de crise sociale, la politique du réformisme frappe non seulement les masses, mais le réformisme lui-même. (Lev Trotsky, La Seule voie, 1932)

S'il a le soutien de deux partis bourgeois marginaux, EELV et le PRG, il peine à rassembler le PS, puisqu'un grand nombre de ses élus et dirigeants, habitués depuis si longtemps à la mangeoire et à la collaboration de classes ont déjà, de leur plein gré, fait le choix de rallier Macron, quitte à jeter le PS aux orties ou à le transformer, de parti ouvrier bourgeois en parti bourgeois tout court. Hamon et quelques autres avec lui pensent au contraire qu'il y aura toujours une place à occuper, utile pour eux-mêmes, sous le drapeau du réformisme et de la social-démocratie. Il sait que, faute d'un parti ouvrier révolutionnaire, il suffit de gauchir quelque peu le discours, comme avant lui Mitterrand et même Hollande l'avaient fait le temps d'une campagne, pour retrouver un peu d'audience. Mais ce ne sont que des effets de tribune. Sa mesure phare, le revenu universel d'existence, part du constat que dans le cadre d'une économie capitaliste le chômage, le sous-emploi et les bas salaires sont la règle pour beaucoup. Mais comme il n'est pas question pour Hamon d'en finir avec le capitalisme, il propose de porter le RSA, aujourd'hui à 535 euros pour une personne seule à 600 euros, en le rendant automatique, ainsi que le versement aux jeunes et aux salariés d'une aide dégressive allant de 600 euros pour ceux qui n'ont aucun revenu à 0 euro pour ceux qui touchent 1,9 fois le SMIC, remplaçant également une partie des allocations sociales. Ce que propose Hamon, c'est la charité publique, dont le financement restera d'une manière ou d'une autre à la charge des salariés, pour que les pauvres se tiennent tranquilles avec leur aumône en fin de mois ! De même la baisse du temps de travail annoncée s'avère être, à y regarder de plus près, un encouragement au temps partiel avec des primes sous la forme de baisse de charges. Quant au bilan du quinquennat de Hollande, silence dans les rangs ! Soutien à toutes les interventions de l'impérialisme

français. Tout juste si la loi El Khomri devrait être remplacée par une autre loi travail sans aucun doute de la même veine...

Depuis la guerre impérialiste de 1914, la politique de ce parti a consisté à effacer de la conscience du prolétariat l'idée d'une politique indépendante, à le convaincre du caractère éternel du capitalisme et à le mettre à genoux devant la bourgeoisie en décomposition. (Léon Trotsky, La Seule voie, 1932)

Mélenchon, le chauvinisme en bandoulière

Hamon veut 5 000 flics de plus, Mélenchon 10 000 ! Le PCF continue à faire croire aux travailleurs que l'État bourgeois est neutre, que le changement se fait par les urnes et, de surcroît, par des bulletins pour un populiste qui chasse ouvertement sur les terres du nationalisme nauséabond.

Des milliers de citoyens sont décidés à se servir du bulletin de vote Mélenchon pour secouer le vieil ordre capitaliste. (L'Humanité, 17 mars 2017)

Mélenchon poursuit chaque jour un peu plus sa dérive nationaliste, où les drapeaux bleu-blanc-rouge ont remplacé les drapeaux rouges, *La Marseillaise* a remplacé *L'Internationale* et la défense de la Nation a remplacé l'internationalisme prolétarien. Il appelle à « un coup de balai » mais pour quoi faire ? Pour un gouvernement ouvrier ? Pour en finir avec le capitalisme ? Pas du tout ! Le philistin social-démocrate défend, non le pouvoir aux travailleurs comme l'avaient inauguré les Communards, mais... une VI^e république bourgeoise mise en place par une assemblée constituante, un rifistolage du parlementarisme bourgeois.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat ! (Friedrich Engels, Introduction à l'édition allemande de la Guerre civile en France, 1891)

Dès lors toutes ses dénonciations des maux engendrés à ses yeux par l'UE plutôt que par le capitalisme font le jeu de Le Pen.

La tâche est de libérer intellectuellement le prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste. (Rosa Luxemburg, Principes directeurs, 1916)

LO et le NPA, des couteaux sans lame

LO et le NPA sont parvenus à franchir le barrage antidémocratique des 500 parrainages pour participer à la campagne. Leurs candidats Arthaud et Poutou sont les seuls à ne pas faire croire que les élections peuvent changer la situation des opprimés. En outre, LO a le

mérite de parler en termes de lutte de classe et, du bout des lèvres, d'expropriation. Cependant, LO ne donne jamais comme objectif de renverser l'État bourgeois pour mettre en place un gouvernement ouvrier, mais toujours de « *faire entendre la voix des travailleurs* ».

Le but immédiat des communistes est : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. (Ligue des communistes, *Manifeste du parti communiste*, 1847)

LO appelle à des « *lutttes massives et puissantes du monde du travail* » mais a couvert et soutenu tous les dispositifs des bureaucrates syndicaux pour empêcher la grève générale. Ni LO ni le NPA ne veulent heurter la bureaucratie de la CGT ni le PCF et pour cela construire des fractions lutte de classe dans les syndicats, un parti ouvrier révolutionnaire et démocratique de masse dans le cadre d'une internationale communiste. Pas d'objectif gouvernemental, pas d'objectif non plus d'imposer la grève générale, encore moins de détruire l'État bourgeois. Comme LO, le NPA avance des revendications ouvrières comme réquisitionner les banques et les grandes entreprises, interdire les licenciements, etc. mais la nécessité que la classe ouvrière s'organise pour prendre le pouvoir, clé de voûte de tout programme communiste et seule façon de satisfaire ces revendications, est soigneusement gommée.

Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. (4^e Internationale, *Programme de transition*, 1938)

Ces élections n'offrent aucune perspective pour la classe ouvrière

Nul besoin d'être devin : le résultat de la prochaine élection présidentielle verra arriver au pouvoir l'un des deux candidats directs de la bourgeoisie, Fillon ou Macron. Ou bien Le Pen, candidate elle aussi pour le compte de la bourgeoisie, mais dont la ligne actuelle de sortie de l'euro n'a pas les faveurs de la majorité des capitalistes.

Des millions d'étudiants et de jeunes travailleurs ne se sont pas inscrits sur les listes électorales. Des millions de travailleurs étrangers ou mineurs ne peuvent pas l'être. Une partie du prolétariat et de la jeunesse se rendra aux urnes pour voter contre les partis bourgeois, en utilisant les bulletins de vote pour Arthaud, Poutou, Hamon ou Mélenchon. Mais une bonne part d'entre eux va s'abstenir, voter blanc ou nul. Par écoeurement et par colère

d'avoir été une fois de plus trahie. Parce qu'aucun des candidats qui se disent les représentants de la classe ouvrière et de la jeunesse ne défend un programme communiste pour en finir avec le capitalisme et son cortège de calamités pour l'immense majorité de la population. Les élections n'ont jamais été un terrain favorable au prolétariat, car elles se limitent à choisir les gestionnaires de l'État bourgeois. Plus que jamais, la classe ouvrière et la jeunesse sont piégées dans ces élections.

Naturellement, aucun vote pour Fillon, Macron, Le Pen et compagnie ! Mais ni les votes pour les candidats du NPA ou de LO, et encore moins pour ceux du PdG et du PCF ou du PS, ni l'abstention n'offrent une quelconque perspective, alors que tous les développements économiques et politiques conduisent, d'une manière ou d'une autre, à une accélération des attaques contre les salariés et la jeunesse.

S'organiser pour en finir avec le capitalisme et son État

Un parti révolutionnaire, s'il existait, se servirait de la tribune électorale pour mobiliser pour l'abrogation des lois et mesures réactionnaires prises par tous les gouvernements bourgeois, pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels, pour l'interdiction des licenciements, pour la réduction du temps de travail et le partage du travail disponible entre tous pour en finir avec le chômage, pour l'ouverture des frontières ; il opposerait au nationalisme haineux le droit des peuples d'outre-mer de se séparer de la France et le combat pour les États Unis socialistes d'Europe ; il mobiliserait les masses pour en finir avec le capitalisme, détruire l'État bourgeois et mettre en place un gouvernement des travailleurs. Il leur expliquerait que la satisfaction des revendications ne vient pas par les urnes, ni par les simulacres de combat organisés par les bureaucrates, mais par la mobilisation générale, par l'auto-organisation et l'armement du prolétariat contre le capital et son État.

Ce parti n'existe pas, il faut le construire, il faut regrouper les éléments révolutionnaires dispersés aux dépens des partis sociaux-impérialistes, des organisations centristes et des sectes, il faut avancer les revendications de défense de la classe ouvrière et de la jeunesse, il faut s'organiser pour protéger les manifestations contre les provocations policières, il faut préparer les conditions du déferlement de la grève générale contre le prochain gouvernement bourgeois, de son remplacement par un gouvernement des travailleurs, il faut construire l'outil politique de la révolution. Voilà le véritable enjeu !

22 mars 2017

Un programme social-démocrate pour le caudillo Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon a jugé, lundi 13 mars, qu'il fallait tarir le flux de l'immigration. (Le Monde, 15 mars 2017)

Mélenchon trace son sillon, mais dans le champ de Le Pen [voir *Révolution communiste* n° 1, 7, 19, 21]. Le 18 mars est l'anniversaire de la Commune de Paris, que Mélenchon a insulté avec ses drapeaux bleu blanc rouge et son chauvinisme.

*Il y a 21 ans aujourd'hui le peuple de Paris arbora le drapeau rouge, en défi à la fois au drapeau tricolore français qui flottait à Versailles et au drapeau tricolore allemand qui flottait sur les forts occupés par les Prussiens. (Friedrich Engels, *Projet d'appel pour le 21^e anniversaire de la Commune de Paris*, mars 1892)*

Ce n'est pas la révolution prolétarienne que défend Mélenchon mais la collaboration de classes dans une assemblée constituante, qu'il qualifie de « *révolution citoyenne* » et « *pacifique* ». Hier, il a soutenu Chavez et Tsipras, qui ont préservé le capitalisme au Venezuela et en Grèce, avec des conséquences catastrophiques pour les travailleurs.

Mélenchon fait totalement confiance à l'État bourgeois, tant pour assurer la démocratie que retrouver la prospérité économique. La perspective politique que propose le candidat Mélenchon est la sixième république, à savoir une république bourgeoise parlementaire qui garantirait le droit de propriété, prétendument « *soumis à l'intérêt général* ». Si « *capitalisme* » n'apparaît pas dans son programme c'est bien parce qu'il n'est pas question de le remettre en cause, mais simplement d'accorder aux salariés le droit à un « *vote de défiance* » symbolique face à leur patron, de donner aux comités d'entreprise un « *droit de veto suspensif* » sur les seuls licenciements économiques. On est bien loin de la légitime revendication de l'interdiction de tous les licenciements.

Mélenchon a exposé avec volubilité le 19 février un plan de relance keynésien. Il s'agit de sortir de l'euro et de permettre ainsi à l'État d'emprunter à grande échelle à la Banque de France (100 milliards d'euros). Il prétend que les dépenses publiques ainsi augmentées vont accroître le niveau de consommation et d'investissement, puis en faisant confiance aux mécanismes capitalistes, obtenir une production supplémentaire de 190 milliards d'euros au moins (par la magie du « *multiplicateur budgétaire* »). Cela assurerait une croissance de 2 % et ainsi abaisserait le chômage à 6,2 % de la population active. Grâce aux nouvelles rentrées d'impôt que permet l'augmentation des revenus des « *entreprises* » et des « *ménages* », l'emprunt initial serait remboursé sans problème. Il faut revenir au protectionnisme (droits de douane, quotas...) car sans restriction aux importations, la relance risque de profiter surtout aux économies capitalistes qui exportent vers la France (comme en 1981).

Mais Mélenchon néglige la réaction des autres États au protectionnisme. : si les exportations se tarissent, la croissance sera affectée. Il oublie que les capitalistes n'investiront et n'embaucheront que si leur taux de profit augmente. Si ce n'est pas le cas, les prêts de la Banque de France n'aboutiront qu'à l'inflation ou des impôts ultérieurs supportés par les masses.

*Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer le remboursement et les intérêts, le système moderne des impôts est le corollaire obligé des emprunts et donc des dettes publiques. Les emprunts permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent immédiatement mais ils entraînent à leur suite une augmentation des impôts. (Karl Marx, *Le Capital*, I, 1867, ch. 24)*

Mélenchon propose de « *dé-financiariser l'économie réelle* » comme si la collecte de l'épargne, le crédit et l'assurance ne faisaient pas inéluctablement partie de la réalité capitaliste, comme si le but du capital n'était pas de faire de l'argent, comme si toutes les entreprises capitalistes significatives ne prenaient pas la forme de sociétés et d'actions, comme si tous les groupes capitalistes n'essayaient pas de spéculer.

*Les représentants de l'économie politique qui tentent d'expliquer les soubresauts de l'industrie et du commerce en les attribuant à la spéculation ressemblent à l'école défunte des philosophes de la nature qui considéraient la fièvre comme la cause fondamentale de toutes les maladies. (Karl Marx, *La Crise commerciale en Angleterre*, décembre 1857)*

Il n'est bien évidemment pas question de fermer la Bourse mais de « *contrôler et taxer les mouvements de capitaux* », ni d'exproprier les banques, ni même de les nationaliser, mais simplement de créer un « *pôle public bancaire* » en concurrence avec les banques privées.

Il ne s'agit pas non plus d'éradiquer la précarité, seulement d'imposer aux entreprises un plafond de contrats précaires.

En revanche, il n'hésite pas à proposer d'abaisser le taux de l'impôt sur les sociétés de 33 % aujourd'hui à 25 % et de « *renforcer les moyens humains et matériels des forces de sécurité, en quantité et qualité* » (10 000 postes dans la police de plus), de « *créer une garde nationale* », sans non plus abolir l'état d'urgence.

C'est sans ambiguïté pour le capital que roule Jean-Luc Mélenchon, avec à sa traîne tout un tas de débris réformistes, à commencer par le PCF.

23 mars 2017



Les bourgeois Fillon, Macron et Le Pen se disputent le poste

Fillon était le candidat préféré du grand capital

Le 2 septembre 2016, les candidats à la primaire des Républicains (LR), le principal parti de la bourgeoisie française, passaient leur examen oral devant le Medef, l'organisation patronale dominée par le grand capital. Ce jour-là, François Fillon l'emporta devant le parterre de patrons.

Durant la campagne de la primaire, Fillon avait fait la leçon à Sarkozy en expliquant que quelqu'un qui avait affaire à la justice ne devait pas être candidat. Ostensiblement catholique, il avait rallié les organisateurs des manifestations contre le mariage homosexuel. Le 27 novembre, les militants et les sympathisants de LR ratifièrent le choix du grand capital en désignant l'ancien Premier ministre de Sarkozy. Son programme était le plus offensif contre ce qui reste des acquis sociaux arrachés par l'armement du peuple en 1944 et la grève générale de 1968 : moins de droits syndicaux, flexibilité du temps de travail et du salaire, précarisation de l'emploi, dégressivité des allocations chômage, augmentation de la TVA de 2 %, fiscalité pour les riches, retraite à 67 ans, suppression de 500 000 postes de fonctionnaires...

Fillon n'est pas spécialement dévoué à l'UE. Comme la plupart des candidats (Le Pen, Hamon, Mélenchon, Dupont-Aignan, Arthaud, Poutou...), il a appelé à voter « Non » au référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne.

Au compte de la bourgeoisie française, son meilleur candidat voulait diminuer les dépenses publiques qui profitent plus ou moins aux travailleurs, mais pas celles consacrées à l'appareil répressif de l'État qui protège la propriété privée des moyens de production et la part de marché des groupes capitalistes français dans le monde : armée, police, services secrets, prisons.

L'impudence et la morgue de Fillon se sont retournées contre lui

Avec le soutien du grand capital et de LR, le châtelain qui réclamait des sacrifices aux travailleurs pour sauver « la France » (le capitalisme français) semblait ne pas pouvoir perdre. Mais les révélations par le *Canard enchaîné* sur les emplois d'assistant parlementaire de sa propre famille sur argent public (au total 900 000 euros !) et d'un emploi aussi peu vraisemblable de son épouse grâce à la complaisance d'un ami capitaliste, Marc Ladreit de Lacharrière, ont tout gâté. Le même *Canard Enchaîné* avait déjà dévoilé en 2012 ses vacances chez Luca di Montezemolo, le PDG de Ferrari. *Le Journal du dimanche* a ajouté que Robert Bourgi, un pilier des relations entre bourgeoisie française et africaines, lui offrait deux costumes sur mesure pour

13 000 euros qu'il n'a ni refusés ni déclarés (comme l'y oblige la loi). Comme disait Macron à un militant de la CGT à Sète le 28 mai 2016 : « *Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt, la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler* ».

La justice s'est saisie de l'affaire des emplois fictifs puis des cadeaux somptueux et bientôt des faux fabriqués pour les justifier. Certes, les grands patrons ne lui en veulent pas car ils fraudent eux-mêmes à grande échelle et ils estiment que le chien bien nourri ne mordra pas la main de son maître. Le noyau dur de LR est habitué aux malversations du couple Chirac et aux frasques de l'ostentatoire Sarkozy. Mais le président est élu au suffrage universel. Or, l'affaire est dure à gober pour une partie de son propre électorat.

En démocratie bourgeoise, les règles de droit prétendent s'imposer à tous, la justice dit y veiller et la presse informer librement. Mais pris la main dans le sac, le tartuffe a mis en cause les médias et les juges, à la manière « populiste » d'une vulgaire Le Pen ou d'un grossier Trump. Il a refusé à son propre parti, paniqué devant la perspective d'une défaite inattendue, de céder la place à Alain Juppé, arrivé second à la primaire, ou à François Baroin, poussé dans les coulisses par Sarkozy.

La classe dominante sera donc forcée de se rabattre sur un second choix dont l'élection ouvrira une période d'incertitude.

Le Parti socialiste et les Républicains qui avaient partagé le pouvoir pourraient être éliminés le 23 avril dès le premier tour du scrutin présidentiel. Les électeurs français pourraient avoir à choisir entre deux candidats insoumis : Marine Le Pen, la chef charismatique du Front national, et Emmanuel Macron, le dirigeant parvenu d'un mouvement libéral, En Marche !, qu'il a fondé voici moins d'un an. Les implications sont difficiles à estimer... (The Economist, 4 mars 2017)

Des deux candidats en tête des sondages, le plus risqué pour le grand capital français représenté par le Medef (et le grand capital étranger dont *The Economist* et *Financial Times* sont les porte-paroles) est Marine Le Pen.

La famille Le Pen, riche et fraudeuse

Le Pen de déclare dans les meetings que « *avec moi, celui qui déballera ses cartons à l'Élysée, ce sera le peuple* ». Pas plus que si c'est Macron ou Fillon ! Elle a grandi dans la richesse et a même hérité d'un parti.

Et la famille Le Pen n'est pas plus honnête que la famille Fillon. Le Pen père, ancien tortionnaire de la guerre d'Algérie et ancien député du mouvement poujadiste, a acquis une fortune personnelle à coup de legs et d'héritages, parfois douteux. Le plus important fut celui d'Hu-

bert Lambert, un capitaliste. Le pourfendeur des travailleurs de nationalité étrangère bénéficie rétrospectivement de l'exploitation durant des décennies de milliers de travailleurs d'un capitaliste du ciment, dont une grande partie était des immigrés et où le taux de mortalité était bien plus élevé que dans la police.

Asiatiques après la Première Guerre mondiale, puis Polonais, et après la Seconde Guerre, Espagnols, Italiens, Maghrébins sont entrés dans ce que l'on nommait « le bagne Lambert ». Dans les années 1960, on dénombrait 17 nationalités différentes » dans les carrières de Corneilles-en-Parisis (Val-d'Oise) et Vaujours (Seine-Saint-Denis), logés dans les « cités Lambert », qui possédait aussi sa propre coopérative de distribution, selon le modèle en vigueur dans les corons. Logés par l'usine, endettés à l'usine, les travailleurs n'avaient alors qu'à trimer afin d'accumuler les millions dont le chef du Front national a hérité en 1976. La somme reçue par Le Pen équivalait au salaire qu'un ouvrier de Lambert aurait pu espérer toucher en l'espace de... dix siècles ! (L'Humanité, 12 avril 2013)

Tout en ayant bâti sa carrière sur le nationalisme français, Le Pen père sait dissimuler ses actifs mobiliers à l'étranger.

En plus, père et fille fraudent le fisc quant à la composante immobilière de leur patrimoine qui, par nature, reste en France. Le domaine de Montretout a été déclaré pour 2,5 millions d'euros alors que sur le marché immobilier il vaut 9 millions. Une maison à Rueil-Malmaison a aussi été sous-estimée.

Le vrai projet du FN : apartheid, militarisme et État policier

Le Pen n'est pas moins démagogue que Macron. Pourtant, leur démagogie diffère : Macron tente de rallier les travailleurs qualifiés, la jeunesse étudiante, les cadres et les professions libérales au grand capital, en défendant le capitalisme français dans le cadre de l'Union européenne en tant que seul moyen de peser sur la scène mondiale ; Le Pen divise systématiquement la classe ouvrière sur des clivages nationaux et religieux, elle tente de soumettre les salariés français sans diplôme, les petits paysans, les artisans et les commerçants au petit et au moyen capital qui rêve d'un repli sur les étroites frontières françaises.

Mais la roue de l'histoire ne peut tourner à l'envers : comme le *Manifeste du parti communiste* l'avait annoncé dès 1847, les économies capitalistes sont devenues plus interdépendantes. La taille de l'économie française est réduite, ce qui a poussé la bourgeoisie française à s'entendre avec sa rivale allemande pour mettre en place l'Union européenne. Le programme électoral de Le Pen prévoit de rompre avec l'Union européenne (engagement 1) et de revenir au franc (engagement 35),

d'instaurer des mesures protectionnistes (engagements 35, 36, 37...) et de relancer « la planche à billets » puisque la Banque de France financera directement le budget de l'État (engagement 13). Il est peu probable que ces mesures augmenteraient l'emploi et il est sûr que l'inflation rebondirait.

Le FN, même s'il recycle de nombreux fascistes (« identitaires », GUD), n'attaque pas physiquement, pour l'instant, le mouvement ouvrier et les minorités ethniques ou religieuses. Mais il reprend la démagogie sociale et xénophobe des mouvements fascistes des années 1920-1930. Une fois au pouvoir, les duces et les fùhrers ont respecté la propriété privée, gouverné pour le grand capital de leur pays et évidemment oublié leurs promesses aux paysans et aux ouvriers.

Le slogan le plus repris des meetings du FN est : « *On est chez nous !* ». Qui est ce « on » ? Qu'est-ce que « chez nous » ? Les amis des Le Pen, Fillon et Macron vont-ils continuer à « investir » où ils veulent, se déplacer partout en jet privé et en yacht tandis que les plus démunis ne peuvent pas quitter leur village, leur quartier ou, pire, des camps de rétention ?

Le Pen veut des référendums contre l'UE et les étrangers vivant en France (engagements 1, 2, 5), mais les populations « d'outre-mer » n'auront pas, elles, le droit de choisir l'indépendance (engagement 100). Une grande partie du projet de Le Pen est consacrée à retirer des droits aux travailleurs étrangers et aux réfugiés (engagements 26, 27, 28, 31, 38, 55, 58, 65, 66, 69, 92, 117, 142). Les électeurs de Le Pen disent souvent : « *on n'a pas essayé* ». Pas de leur vivant. Mais la politique nataliste, les privilèges à l'Église catholique, le racisme organisé, la persécution de ceux qui n'avaient pas la nationalité française et l'instauration du régime policier qui les accompagne obligatoirement ont déjà été employés par la bourgeoisie française et son État : en France de 1937 à 1944, en Algérie de 1954 à 1961. Les capitalistes français continuèrent à faire des affaires mais les travailleurs et les peuples concernés n'ont pas apprécié cette expérience.

Le projet du parti fascisant affirme protéger les libertés individuelles (engagements 7, 12). Mais il est permis d'en douter car il prévoit la soumission à l'État FN des enseignants (engagements 97, 102), la « fin du laxisme judiciaire » (engagement 17), le renforcement de la police secrète, des « services de renseignement » (engagement 33). D'ailleurs, le 7 mars, Le Pen a visité successivement trois commissariats, cinq jours après des violences policières contre un Français noir à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) qu'elle a refusé de condamner.

Marine Le Pen estime qu'il est « inadmissible de clouer au pilori des policiers avant même » le début de l'enquête. (Valeurs actuelles, 8 février 2017)

Le protectionnisme et l'intervention accrue de l'État n'empêchent pas les crises capitalistes et préfigurent la guerre. Les interventions de l'armée française en Afrique de l'ouest et en Asie de l'ouest suscitent de multiples attentats en France. Le Pen veut quitter « le commandement intégré » sans sortir de l'OTAN (engagement 118). Elle propose de porter le budget de l'armée de 1,8 % du PIB à 3 % (engagement 121). La police a réprimé les piquets de grève et les manifestants contre la loi travail, avec la complaisance du FN qui a approuvé chaleureusement les manifestations ultérieures de policiers contre le gouvernement PS-PRG-PE. Le programme électoral annonce la création de 40 000 places de prison (engagement 20), le recrutement de magistrats (engagement 23), de 6 000 douaniers (engagement 24), de 15 000 policiers et gendarmes (engagement 13) et de 50 000 militaires (engagement 121). Le budget, contrairement au programme FN de 2012, n'est pas chiffré. Qui supportera le fardeau de ce monstrueux appareil d'espionnage de la population et de répression, sinon les travailleurs des villes et des campagnes ?

Le Pen, au service des exploités

Il est impossible de satisfaire à la fois les petits patrons et les travailleurs salariés. Le projet officiel de Le Pen s'affirme pour l'égalité salariale hommes-femmes (engagement 9) mais il ne comprend aucune mesure pour l'accueil des jeunes enfants. En pratique, les 20 députés au parlement européen ont voté depuis 2014 contre 8 rapports renforçant les droits des femmes (dont un projet de congé de maternité de 20 semaines dans toute l'UE et un autre pour l'égalité de salaire à compétence égale). La seule oppression des femmes que mentionne le projet électoral du FN est celle « de l'islamisme » (engagement 9), il tait la pression des fanatiques chrétiens contre droit à l'avortement. D'ailleurs, le FN prévoit de persécuter les « *fondamentalistes musulmans* » mais pas les fondamentalistes chrétiens (engagements 29, 30) et d'élargir encore le financement de l'Église catholique par les fonds publics (engagement 11).

Le Pen maintient la référence aux 35 heures. Néanmoins, elle permettrait d'élargir leur contournement (déjà important) par des négociations dans les branches (engagement 63). Elle veut donner la priorité dans l'attribution des logements sociaux aux Français



(engagement 142) au lieu de bâtir tous les logements nécessaires.

Le Pen prétend défendre la Sécurité sociale contre son rival Fillon. À regarder de plus près, sur l'essentiel, le FN est d'accord avec LR : attribuer la Sécu au général De Gaulle, dispenser davantage les employeurs de payer pour la Sécu, faire croire qu'elle dépense trop généreusement et que son déficit vient d'escroqueries avec un chiffre invraisemblable à la Trump de « *10 millions de fausses cartes Vitale* ».

Il faut s'attaquer aux vrais problèmes. Mettre fin à la fraude sociale, notamment en instaurant la carte vitale biométrique. Supprimer l'aide médicale d'État qui permet aux clandestins de se soigner aux frais des Français... (Marine Le Pen, *Marine Présidente*, 10 janvier 2017)

De même, Le Pen veut restreindre aux familles de nationalité française les allocations familiales (engagement 55). En réalité, la Sécu et d'autres conquêtes démocratiques et sociales de 1944-1945 sont des concessions arrachées à la bourgeoisie par la menace d'une révolution socialiste à l'échelle de l'Europe et par l'armement du peuple incluant les réfugiés politiques et les travailleurs étrangers persécutés par la 3^e République (si chère à Mélenchon et Hamon) et le régime du maréchal Pétain (si cher aux fondateurs du FN). En réalité, l'aide médicale d'État qui permet d'éviter des maladies contagieuses et de préparer au travail salarié ne coûte que 831 millions d'euros. En réalité, la fraude à la Sécu est surtout le fait des patrons qui trichent sur leurs déclarations et qui recourent au travail au noir (en particulier ceux des TPE et PME si chers au FN) : 20 milliards d'euros par an, selon la Cour des comptes. En réalité, le déficit de la Sécu découle avant tout des multiples exonérations accordées par l'État bourgeois aux capitalistes depuis 1993, Hollande n'étant pas en reste.

Au lieu d'augmenter les salaires et d'imposer le paiement des heures supplémentaires au-delà de 35 heures dans la semaine, Le Pen veut exempter de cotisations sociales et d'IRPP les rares heures considérées encore comme supplémentaires (engagement 64). Elle veut encore diminuer les cotisations sociales des patrons que, comme eux, le FN appelle des « *charges* » (engagements 46, 82) et les impôts des TPE et des PME (engagement 47). En outre, elle propose de promouvoir « l'alternance », c'est-à-dire la surexploitation des jeunes (engagement 107), d'abaisser l'âge de l'apprentissage à 14 ans (pas pour les enfants des chefs du FN, on s'en doute) et de supprimer le collège unique (engagement 81), d'exonérer les plus-values de cession des parts de PME (engagement 47) et de détaxer encore plus les gros héritages (engagement 56). Par contre, les cotisations des salariés ne seraient pas diminuées... et elles profiteraient aux professions libérales et aux autres indépendants (engagement 65).

La candidate « *contre le système* » est une candidate pour le système capitaliste, son parti divise les travailleurs entre nationaux et étrangers afin que les exploités soient plus exploités et soumis par un État militariste et policier, afin que les exploités restent des exploités et que les possédants soient toujours plus riches. Si elle était élue, les travailleurs indépendants et les petits patrons s'apercevraient qu'ils sont une fois de plus les dupes du grand capital.

Dans les conditions du capitalisme actuel, un gouvernement qui ne soit pas l'agent du capital financier est en général impossible. Si les classes possédantes pouvaient dominer directement, elles n'auraient besoin ni du parlementarisme, ni de la sociale-démocratie, ni du fascisme. (Trotsky, Le Bonapartisme allemand, 1932)

Macron, la roue de secours du grand capital

Macron est le plus jeune candidat (39 ans), il affecte d'être un novice en politique, bien qu'il semble être passé, comme le dirigeant FN Philippot, par le petit parti bourgeois hyper-nationaliste MdC de Chevènement. En tout cas, il a occupé des postes politiques : conseiller de Hollande de 2012 à 2014, membre du gouvernement PS-PRG-PE de 2014 à 2016. En tant que haut cadre de la banque d'affaires française Rothschild & Cie de 2008 à 2012, puis « secrétaire général adjoint à la Présidence de la République » et enfin ministre de l'économie, il a noué des liens avec des grandes entreprises françaises. Probablement, certains de leurs managers ont poussé l'ambitieux à se présenter à l'élection.

Affirmant qu'il ne serait pas à droite, pas à gauche, il s'est bien gardé de préciser qu'il avait néanmoins reçu un important mais discret appui logistique, celui de l'un des clubs patronaux les plus influents, l'Institut Montaigne, créé en 2000 par Claude Bébéar, l'un des parrains du capitalisme français et figure tutélaire du groupe d'assurances Axa. Ce qui explique sans doute que le patron des patrons, Pierre Gattaz, ait chaleureusement applaudi la création de ce mouvement. (Mediapart, 7 avril 2016)

Le 19 août 2016, Macron s'afficha avec Philippe de Villiers, ancien ministre de Chirac, auteur complotiste, fondateur d'un petit parti xénophobe et islamophobe (MpF) en voie de ralliement au FN. Macron a obtenu depuis le soutien d'Alain Madelin (ancien fasciste, ancien ministre de Chirac), de François Bayrou (Modem) et de plusieurs personnages de la droite du PS. Il parle généralement pour ne rien dire, mais il a fini par publier un programme qui, tout en se situant en deçà des plans annoncés de Fillon, est bourgeois de part en part. Les dépenses sociales doivent diminuer :

Je vise d'abord 25 milliards d'économies sur la sphère sociale. Cela passe par 15 milliards sur l'assurance-maladie, avec une progression des dépenses contenue

à 2,5 % par an... Ensuite je réaliserai 10 milliards d'euros d'économies sur l'assurance-chômage grâce aux réformes structurelles... Quand vous perdez votre emploi, vous êtes indemnisé, un bilan de compétences est fait et les prestations seront strictement conditionnées à vos efforts de recherche, avec un contrôle drastique. (Les Échos, 23 février 2017)

Les travailleurs de la fonction publique ne seront pas épargnés :

Le statut des fonctionnaires sera modernisé... Il est possible de ne pas renouveler 120 000 postes de fonctionnaires. (Les Échos, 23 février 2017)

Les patrons seront privilégiés :

La transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi en allègement pérenne de cotisation s'opérera dès 2018, et représentera 6 points de charges en moins au niveau du SMIC jusqu'à 2,5 SMIC. Par ailleurs, le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené de 33,3 % à 25 %, sur le quinquennat... (Les Échos, 23 février 2017)

Remplacer la 5^e République bourgeoise par la 2^e République des travailleurs

Ce ne sont pas les traits bonapartistes de la 5^e République et encore moins l'appareil répressif de l'État qui sont déstabilisés par la « politique sécuritaire » de Sarkozy et Hollande, qui sont remis en cause par les « populismes » mais ce qui reste du parlementarisme, de l'autonomie des juges, de la liberté de la presse. L'usure de la démocratie bourgeoise se traduit par les attaques de nantis comme Le Pen, Macron ou Fillon contre « *le système* », une thématique inventée par les groupes fascistes allemands des années 1920. La montée internationale du protectionnisme, du militarisme, de la xénophobie, du racisme, du cléricisme... prépare des régimes despotiques et la diminution des libertés dont les travailleurs ont besoin pour discuter, s'organiser, lutter.

Face à cette menace grandissante, la classe ouvrière ne peut pas se contenter d'une « 6^e République » bourgeoise (Hamon, Mélenchon), ni de slogans impuissants : « *nos vies, pas leurs profits* » (Poutou) ou « *faire entendre le camp des travailleurs* » (Arthaud). Aux États bourgeois hypertrophiés, à la xénophobie et au militarisme montants, il faut opposer l'exigence d'une démocratie réelle, c'est-à-dire l'abolition de l'État bourgeois et son remplacement par une République des travailleurs du type Commune de Paris (1871) ou pouvoir des soviets de Russie (1917), transition vers une société communiste débarrassée de toute inégalité sociale et donc de tout État.

21 mars 2017

ABC du marxisme Le fascisme



Le mot « fascisme » provient du *Parti national fasciste* de Mussolini, dont une des composantes provenait des *Faisceaux italiens de combat*. Depuis, ce mot désigne tout mouvement politique de même type que ce parti et tout régime politique semblable au totalitarisme que Mussolini instaura en Italie à partir de 1922.

Le fascisme a des traits communs avec d'autres régimes d'exception, en particulier leur hostilité à la révolution socialiste, leur antiparlementarisme, leur nationalisme et leur défense du patriarcat. Mais les dictatures militaires s'en distinguent par le caractère secondaire de la mobilisation populaire et leur conservatisme affiché alors que le fascisme est un mouvement de masse qui se pose comme « révolutionnaire ». Quant au régime de l'« homme providentiel », appelé bonapartisme ou césarisme, par exemple ceux de Louis Bonaparte en France, Perón en Argentine, De Gaulle en France, Chavez au Venezuela, il s'appuie sur le mécontentement populaire pour se poser en arbitre de la société divisée, en s'appuyant sur l'armée. Il musèle l'opposition politique et intègre les syndicats au lieu de les écraser. Souvent, leurs chefs parviennent à se faire plébisciter. Une autre erreur est de croire qu'il suffit qu'un psychopathe réactionnaire soit élu pour qu'un pays bascule dans le fascisme : par exemple, certains pensent que Trump va instaurer le fascisme aux États-Unis. C'est accorder trop d'importance au pouvoir des élus ; ceux-ci sont mandatés pour gérer les affaires de la bourgeoisie, mais dans les limites fixées par celle-ci ; s'ils ne donnent pas satisfaction, le grand capital peut les jeter dehors, de manière légale ou non.

Le fascisme se caractérise par un nationalisme virulent, le culte du chef, une haine viscérale du communisme et de l'internationalisme, la stigmatisation de l'influence corruptrice de l'étranger ou des minorités et une démagogie sociale s'adressant aux « nationaux » pour diviser les travailleurs. Il rejette la démocratie, le parlementarisme. Sa pratique politique se base essentiellement sur la violence, visant principalement le mouvement ouvrier et les minorités. Pour l'exercer, il mobilise des troupes de choc recrutées parmi les voyous, les aventuriers, les déclassés et les petits bourgeois désespérés par la crise économique. Le fascisme se proclame moderne, « révolutionnaire », « ni droite ni gauche » et il obtient une base populaire, principalement dans les petites bourgeoisies (indépendants ruinés, policiers, officiers...) et plus marginalement chez les ouvriers et les employés. Il proclame réaliser le « socialisme national », par opposition au socialisme international du mouvement ouvrier. Ce « socialisme » de pacotille n'est que démagogie, le paroxysme des mensonges dont usent tous les partis bourgeois pour obtenir une assise sociale plus large que la minorité capitaliste. Son idéologie nationaliste et fanatique sert à justifier à l'intérieur l'attaque du mouvement ouvrier comme un ennemi de l'unité de la nation et à l'extérieur les guerres coloniales, l'asservissement des peuples soi-disant « inférieurs », voire leur génocide.

En fait, le fascisme arrive au pouvoir quand la bourgeoisie se résout à faire appel à lui parce qu'elle ne peut plus gouverner et maintenir sa domination sur la classe ouvrière et les autres travailleurs par les méthodes traditionnelles de la démocratie parlementaire. C'est une solution extrême, un quitte ou double pour la classe dominante. Ni Mussolini, ni Hitler n'ont jamais obtenu une majorité parlementaire dans des élections démocratiques. Dans un cas comme dans l'autre, les autres partis bourgeois votèrent les pleins pouvoirs réclamés par les deux dictateurs et restèrent passifs devant les manipulations électorales, la terreur et l'abolition du régime parlementaire. Tous ces partis s'en mordirent rapidement les doigts et la bourgeoisie elle-même les rejeta quand leur militarisme fut écrasé par les autres puissances impérialistes et par l'URSS.

Une fois arrivé au pouvoir, le fascisme instaure un État totalitaire, écrasant toute opposition, détruisant toutes les organisations ouvrières (y compris les plus opportunistes), enchaînant le prolétariat au capital par le biais d'organisations corporatistes. C'est la police politique qui est l'axe du nouveau régime, pas l'armée. Les promesses sociales démagogiques, qui avaient servi à séduire la petite bourgeoisie ou certaines couches arriérées de la classe ouvrière, sont vite oubliées, car le régime fasciste sert le grand capital. L'aile qui prenait au sérieux la « révolution » et la démagogie sociale est liquidée physiquement. Les grandes entreprises restent privées.

Le fascisme est historiquement récent, il est le produit de la pourriture du capitalisme à l'époque impérialiste, quand celui-ci se montre incapable de réformes progressistes (comme au 19^e siècle) et que le profit ne peut plus être préservé que par l'écrasement du mouvement ouvrier et par un repartage du monde au détriment des bourgeoisies impérialistes les mieux installées. Aussi est-il né dans des pays impérialistes lésés par la paix de Versailles. Cependant, il peut aussi apparaître et même prendre le pouvoir dans des pays dominés. Un exemple typique est la République islamique d'Iran, régime de terreur instauré en 1979 en écrasant le début de révolution prolétarienne au moyen de troupes de choc (Pasdaran et Bassiji) qui détruisirent les syndicats et massacrèrent les révolutionnaires et les minorités nationales. Les groupes djihadistes en Syrie et en Irak, comme Daech et Fatah Al Cham, relèvent d'un fascisme de ce type à justification religieuse.

Les sociaux-démocrates et les stalinien ont opposé au fascisme un large « front antifasciste » incluant des fractions « antifascistes » de la bourgeoisie ; pour rassurer celle-ci, ils étouffèrent les revendications des travailleurs, muselèrent leur mouvement et préservèrent la sacro-sainte propriété privée. Cette politique de « Front populaire » menée en France et en Espagne dans les années 1930 mena à la catastrophe et à la victoire du fascisme. Au contraire, pour lutter efficacement contre le fascisme qui renaît aujourd'hui en Europe, il faut réaliser l'unité d'action des organisations ouvrières sur la base des intérêts de la classe ouvrière et des opprimés. Surtout, il faut préparer la révolution sociale pour en extirper les racines.

LO La campagne d'Arthaud se tient dans les limites acceptables par la bureaucratie de la CGT



Arthaud avec le Front de gauche
2 décembre 2013

Un internationalisme platonique

Le programme électoral de LO affirme qu'il faut « *éradiquer le chômage, augmenter les salaires et les pensions, imposer le contrôle sur les comptabilités des grands groupes capitalistes* » (*Faire entendre le camp des travailleurs*, p. 5),

sans dire que de telles mesures nécessitent la collaboration de tous les travailleurs en Europe et dans le monde. En effet, la plupart des groupes capitalistes dominant le marché mondial sont des multinationales, chacune exploitant dans de nombreux pays des dizaines de milliers de travailleurs.

Pour LO qui dénonce le protectionnisme à juste titre, il suffit d'en revenir à « *la solidarité et à l'internationalisme* » (p. 17). Oui mais comment ? La « *solidarité* » entre les travailleurs doit s'exprimer par la rupture des syndicats et des partis ouvriers de chaque pays avec leur propre bourgeoisie et leur État.

Quand LO se cantonne à « *Accueillons les migrants à bras ouverts* » (p. 22), cela ne peut suffire à assurer « *la liberté d'installation et de circulation* » (p. 21)... à moins de croire à la charité si chère aux clergés. Alors encore une fois, quel mot d'ordre, quel combat ? Il n'y en a qu'un : la lutte pour que toutes les organisations ouvrières exigent la liberté d'installation et de circulation pour les migrants et la régularisation de tous les sans-papiers, les mêmes droits pour les prolétaires qui travaillent ici. Ces deux derniers mots d'ordre sont absents du programme électoral de LO.

Le programme explique : « *Il faut refuser que ces guerres se fassent en notre nom !* » (p. 24). Comment faire ? Il faut exiger dans les syndicats qu'avec les partis ouvriers ils luttent effectivement pour le retrait des troupes impérialistes à commencer par les françaises, pour la fermeture des bases militaires à l'étranger, pour la suppression de l'armée de métier, pour l'armement de la population, pour la défaite de notre propre impérialisme. Malheureusement, la brochure oublie tout cela. De même, elle omet la nécessité de détruire l'État bourgeois national et d'ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

Contre le mot d'ordre réactionnaire de la défense nationale, il faut lancer celui de la destruction révolutionnaire de l'État national. À la maison de fous de l'Europe capitaliste il faut opposer le programme des États-Unis socialistes d'Europe comme étape sur la route vers les États-Unis socialistes du monde. (4^e Internationale, *Manifeste*, conférence de mai 1940)

Peut-on exproprier le capital sans prendre le pouvoir ?

Comme les réformistes, LO envisage une redistribution des revenus pour que « *soient préservés les emplois et les salaires, en prenant sur les profits des entreprises et sur les dividendes des actionnaires* » (*Faire entendre le camp des travailleurs*, p. 10). Certes, LO défend désormais « *l'expropriation de la grande bourgeoisie* » (p. 11) alors qu'elle se contentait jusqu'à présent de « *réquisition* », c'est-à-dire d'une mesure provisoire ne mettant pas en cause la propriété privée. Mais certaines formulations en atténuent la portée. Il suffirait de menacer les patrons : « *il faut retirer leur pouvoir de nuisance à ces grands groupes, en les contraignant à ne supprimer aucun emploi, sous peine de réquisition s'ils ne s'y plient pas* » (p. 7).

Outre cette ambiguïté, le programme s'abstient de dire comment s'y prendre. La brochure n'appelle pas à l'action des masses, à la grève, à l'établissement de comités pour réaliser le contrôle ouvrier et de milices pour se défendre, à les centraliser pour dresser un pouvoir ouvrier capable d'exproprier.

Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux soviets, qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme a priori. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînés dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouvellement. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des soviets est le couronnement du programme des revendications transitoires. (4^e Internationale, *Programme de transition*, conférence de septembre 1938)

La perspective politique de LO est « *un État des travailleurs et des classes populaires* » (*Faire entendre le camp des travailleurs*, p. 19). Il serait facile à mettre en place car « *il n'y a aucune difficulté à mettre en oeuvre la démocratie la plus directe* » (p. 20). Pourtant LO sait que « *l'ensemble de l'appareil d'État, avec ses tribunaux et son armée a pour mission de défendre l'ordre social* » (p. 20). Elle cache pudiquement son appel, avec le PS, le PCF et des partis bourgeois, à « *rétablir*

l'ordre » contre la jeunesse révoltée de quartiers populaires de l'automne 2005. Ou ses propres illusions sur les manifestations de policiers contre le gouvernement PS : « *une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail* » (*Lutte ouvrière*, 7 décembre 2001) ; « *les policiers sont en première ligne pour constater la dégradation sociale* » (*Lutte ouvrière*, 19 octobre 2016).

Toute la police exécutrice des volontés du capitalisme, de l'État bourgeois et de ses clans politiques corrompus doit être licenciée. Exécution des fonctions de police par la milice des travailleurs. (Ligue communiste-section française de la 4^e Internationale, *Programme d'action*, août 1934)

Oubliant toutes les leçons de la Commune de Paris et de la Révolution russe, LO ne dit pas un mot de la nécessité de détruire l'ancien appareil d'État ! Les communistes savent qu'il est au service de la bourgeoisie. C'est pourquoi ils exigent le désarmement des forces de répression, l'organisation de milices ouvrières d'auto-défense contre les bandes armées de l'État et des fascistes. Avec l'armement du peuple et les conseils ouvriers, la révolution et son gouvernement ouvrier pourront établir la dictature du prolétariat contre la minorité exploiteuse.

À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. (4^e Internationale, *Programme de transition*, conférence de septembre 1938)

LO édulcore le programme de la révolution car elle est liée à la direction de la CGT

Le programme de LO ne dit quasiment rien de la lutte contre la loi El Khomri et de sa défaite qui a fortifié la classe capitaliste et affaibli la classe ouvrière. La raison de cette discrétion est simple : LO a œuvré de bout en bout contre la grève générale illimitée jusqu'au retrait. Elle a soutenu, avec le NPA, le PCF et le PdG, les 14 journées d'action que les bureaucraties syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires qui ont permis à la loi de passer.

LO participe activement à l'appareil de la CGT et certains de ses membres disposent des avantages que les capitalistes concèdent à la bureaucratie. À PSA Aulnay en 2012-2013, LO dirige la CGT et applique l'orientation de Lepaon, son secrétaire général. Finalement, l'usine ferme et de nombreux travailleurs sont licenciés, mais Jean-Pierre Mercier grimpe dans l'appareil et devient le porte-parole de la CGT de PSA (Lepaon est, lui, nommé délégué interministériel à la langue française pour la cohésion sociale le 16 février 2017 par le gouvernement Hollande-Cazeneuve).

Ces liens avec la bureaucratie syndicale, elle-même corrompue par le patronat et l'État, sont l'explication des insuffisances du programme électoral. Sa couverture

porte en sous-titre « *candidate communiste* ». Ce n'est qu'une ruse pour avoir l'oreille des cadres de la CGT ou de la FSU, du parti qui se dit encore communiste mais qui ne l'est plus depuis longtemps puisqu'il a été subordonné à la bureaucratie stalinienne depuis le milieu des années 1920. Le PCF est devenu tout aussi social-patriote et traître que le PS au milieu des années 1930.

Par la transformation social-patriotique du stalinisme, toute distinction entre la 2^e Internationale et la 3^e Internationale a pratiquement disparu. (4^e Internationale, *L'Évolution de l'Internationale communiste*, conférence de juillet 1936)

En conclusion du programme électoral, LO appelle à construire un parti « *de la révolution sociale et du communisme* », mais qui n'a pas pour but de donner le pouvoir aux travailleurs.

Et dans les périodes de luttes collectives de grande ampleur, il jouerait un rôle inestimable en exprimant les intérêts généraux du mouvement et pousserait celui-ci au maximum de ses possibilités, pour modifier le rapport de force entre le camp des travailleurs et celui de la bourgeoisie. (*Faire entendre le camp des travailleurs*, p. 38)

L'aveu est de taille : ce serait un parti pour améliorer – illusoirement – la situation de la classe ouvrière en restant dans le cadre du capitalisme, donc un parti réformiste supplémentaire. LO n'a pas pour objectif de construire un parti pour l'insurrection, la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat. Un tel parti nécessite un combat acharné contre les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et la jeunesse (les partis sociaux-impérialistes incluant le PCF et les bureaucraties syndicales) et contre les centristes qui refusent de rompre avec eux.

La 4^e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la 2^e et de la 3^e Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, au démocratisme allié de la Guépéou, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux « révolutionnaires » qui craignent mortellement la révolution. (4^e Internationale, *Programme de transition*, conférence de septembre 1938)

La classe ouvrière a besoin d'un parti qui combatte pour le pouvoir.

Chacune de nos revendications transitoires doit conduire à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir. (4^e Internationale, *Programme de transition*, conférence de septembre 1938)

23 mars 2017

Déclaration internationale Pour les États-Unis socialistes d'Europe



Ces derniers mois, les travailleurs ont assisté au spectacle paradoxal de gouvernements bourgeois en Europe centrale et en Turquie qui, sous prétexte de défendre la démocratie, ont attaqué des droits démocratiques fondamentaux.

Le prétexte du gouvernement AKP est un coup d'État avorté d'une partie mineure de l'armée turque, fomenté par un ancien allié islamiste devenu rival, le mouvement de Gülen. Depuis, le gouvernement a arrêté, licencié, emprisonné des milliers de militants ouvriers, de syndicalistes, de Kurdes, de journalistes, d'enseignants... Le président Erdoğan a lancé un référendum (prévu le 16 avril) pour légitimer son propre coup d'État islamiste et il a appelé ridiculement la chancelière allemande Merkel « nazie » dans le but d'exacerber le nationalisme turc.

L'allégation du gouvernement allemand (CDU-SPD), du gouvernement néerlandais (VVD-PvdA) et du gouvernement autrichien (SPÖ-ÖVP) est que le gouvernement turc « exporte vers l'Europe la campagne du référendum » par lequel il tente de devenir autocrate dans son pays. En réalité, ces coalitions entre sociaux-démocrates et partis cléricaux chrétiens font des concessions aux mouvements fascistes et xénophobes de leur propre pays : AfD en Allemagne, PVV aux Pays-Bas, FPÖ en Autriche. Dans la même veine, le Parti travailliste s'est rallié au Brexit obtenu par l'UKIP et mené par le gouvernement conservateur, le gouvernement français PS renvoie des milliers de migrants chaque année sous la pression du FN et de LR.

En 1999, l'Union européenne classe la Turquie comme possible État membre à part entière. En 2004, dans le cadre de sa « guerre anti-terroriste », le gouvernement Bush soutient ouvertement les tendances cléricales « modérées » en Turquie. Même si la Turquie est toujours membre de l'OTAN et si elle reste un « pays tiers associé » à l'Union européenne, les différends entre celle-ci et les impérialismes européens et américains se sont aggravés au fil du temps.

En effet, les révolutions de Tunisie et d'Égypte (2010-2011) ont modifié la situation. L'échec des Frères musulmans, dans ces deux pays, à copier le « modèle turc » de stabilisation islamiste du capitalisme a conduit à des tensions importantes dans les classes bourgeoise et petite-bourgeoise en Turquie et au sein de l'ancien bloc AKP-Hizmet. Erdoğan et son clan se sont appuyés sur « l'État profond » (armée, police politique, magistrature) et sont devenu sceptiques sur leurs chances de rester aux commandes par des moyens démocratiques.

À cause du plan initial des puissances impérialistes occidentales de chasser le régime d'Assad, elles ont toléré l'aide d'Erdoğan aux djihadistes de toutes sortes en Syrie en 2012, la répression du mouvement de la place Taksim à Istanbul en 2013 et la reprise de la guerre contre les Kurdes à l'est du pays en 2015. En 2014, l'UE a négocié un accord avec l'État turc contre une liberté élémentaire, le droit pour les réfugiés de fuir par la Grèce vers des endroits plus sûrs comme l'Europe de l'ouest et du nord.

Trump, Merkel, May et Hollande sont surtout préoccupés par l'alliance d'Erdoğan avec Poutine et par les affrontements avec leurs milices supplétives kurdes en Syrie. Les larmes de crocodile récentes sur le « manque de démocratie » en Turquie ne sont donc qu'hypocrisie. Où sont les sanctions contre les gouvernements comme celui d'Orban en Hongrie ou celui du PiS en Pologne ? Où sont les interdictions d'entrée quand Le Pen (FN) s'adresse en Autriche aux rassemblements du FPÖ ou quand Srache (FPÖ) parle en Allemagne à ceux de l'AfD ? Tandis que des organisations nationalistes kurdes ou stalino-maoïstes sont mises par l'EU ou les États-Unis sur leurs listes de « organisations terroristes », les fascistes « Loups Gris » du MHP sont autorisés à étendre leur réseau en Amérique du Nord et dans toute l'Europe. Nous parions que les mesures restrictives contre l'AKP serviront contre le HDP et les organisations ouvrières qui tenteront de s'exprimer contre le régime islamiste.

Depuis plusieurs années, sous l'impact de la dernière crise capitaliste mondiale et de la crise politique de domination bourgeoise, les libertés démocratiques sont restreintes à travers l'Amérique du Nord et l'Europe, les services secrets, la police et l'armée sont renforcés. La division de la classe ouvrière par la propagande xénophobe et la méfiance envers les minorités (Pakistanaïes et Polonais en Grande-Bretagne ; Juifs, Roms, Arabes, Turcs et musulmans en Europe de l'ouest et de l'est ; athées, Kurdes et Alevis en Turquie...) grandissent. En fait, les mesures des gouvernements « démocratiques » pour établir l'ordre dans la population d'origine immigrée constituent des attaques contre le droit de tous les travailleurs à la liberté d'expression, de réunion et de manifestation.

Erdoğan ne sera pas arrêté par des interdictions de se déplacer dans les pays impérialistes d'Europe ; il sera par la lutte de classe des masses kurdes et turques de Turquie et de l'émigration. Les organisations ouvrières de masse (partis et syndicats), doivent rompre avec le chauvinisme et combattre ces mesures réactionnaires. En dépit de nombreuses discriminations (femmes / hommes, étrangers / nationaux...), les tra-

des Iles britanniques à la Turquie, de la Grèce à la Russie

vailleurs de toute l'Europe doivent s'unir pour défendre leurs droits et en conquérir de nouveaux. Le meilleur moyen d'arrêter la réaction en Turquie et en Europe de l'ouest est de préserver et élargir les droits démocratiques des travailleurs, de leur permettre d'exprimer leur défiance et leur résistance envers les gouvernements bourgeois, les mouvements xénophobes et fascistes.

Notre principal ennemi est dans notre propre pays. Pour éradiquer le fascisme et le cléricisme, l'avant-garde des travailleurs doit construire une internationale révolutionnaire basée sur le programme de la Ligue des communistes, de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale pour renverser le capitalisme, comme le Parti bolchevik et l'Internationale communiste avaient commencé à la faire avant la contre-révolution stalinienne.

Rupture avec l'OTAN ! Arrêt des interventions militaires des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Canada, de la Russie, de la Turquie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite en Syrie, en Irak et au Yémen !

Liberté de circulation des réfugiés, des étudiants et des travailleurs ! Abolition de toutes les mesures xénophobes !

Les organisations ouvrières doivent former un front unique contre la propagande raciste, contre la police et les bandes islamistes ou fascistes !

Non à toutes les lois qui entravent la liberté religieuse ! Séparation complète de l'État et de la religion ! Aucune subvention publique à un clergé ou des institutions cléricales ! Égalité totale des femmes et des hommes !

Dictature du prolétariat dans chaque pays ! États-Unis socialistes d'Europe ! Communisme mondial !

19 mars 2017

Collectif révolution permanente

Patronsuz Dünya / Turquie

Tendência Marxista-Leninista / Brésil



Cahiers révolution communiste

- n° 15 Lénine : l'État et la révolution
 - n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1936-1939
 - n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847
 - n° 12 4^e Internationale : manifeste de 1940
 - n° 11 1995, en défense des retraites
 - n° 10 Marx : salaire, prix et profit
 - n° 9 Bolchevisme contre l'ambiguïté
 - n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes
 - n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre
 - n° 6 Marx : la crise (compilation)
 - n° 5 4^e Internationale : programme de 1938
 - n° 4 VdT et la guerre mondiale
 - n° 3 Chili 1970-1973
 - n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)
 - n° 1 GMI : plateforme de 2013
- 3 euros par la poste
2 euros auprès des militants

pour suivre l'actualité
groupemarxiste.info

pour prendre contact
groupe.marxiste.inter@gmail.com

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 10 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros
à : ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse postale

Adresse électronique@.....

NPA une campagne pour « faire avancer les choses »



Après le succès du candidat Olivier Besancenot en 2002 (4,2 % des voix) et en 2007 (4,1 %) à la présidentielle, la direction de la LCR, depuis longtemps opposée au pouvoir ouvrier

(abandon officiel de la dictature du prolétariat en 2003) a décidé de concéder plus encore à l'écologisme, au pseudo féminisme, à l'anarchisme, à l'antifascisme, etc, en se liquidant en 2009 dans un parti « large » dont le succès assuré permettrait en outre de capter ce qui restait du PCF. Mais, avec l'incapacité congénitale à ouvrir une issue prolétarienne, donc à se démarquer du Front de gauche (2009-2016), après le succès de Mélenchon à la présidentielle en 2012 (11,1 % alors que Philippe Poutou présenté par le NPA n'obtenait que 1,1 %), des centaines de militants l'ont quitté en plusieurs vagues pour Ensemble, le PdG ou le PCF qui soutiennent tous la campagne étatiste et nationaliste de Mélenchon.

Si LO est, pour le moment, unie par la subordination à la seule bureaucratie de la CGT, ce qui reste du NPA constitue un front assez distendu de militants qui répercutent la pression d'appareils syndicaux différents (SUD, CGT, FSU), de la petite-bourgeoisie (écologiste, antimondialiste, décroissante ou pacifiste...) ainsi qu'un champ où s'affrontent ou s'allient, outre l'appareil pablite, des noyaux politiques d'origine hardyste, lambertiste, cliffiste, moréniste... dont certains sont dirigés par des centres internationaux distincts du « *Secrétariat unifié de la quatrième internationale* ».

Vu la nature de sa base, le NPA condamne la répression policière et l'état d'urgence mais sans avancer aucune perspective d'autodéfense ouvrière. Il suffit de « *nous approprier l'espace public* » (*Nos vies, pas leurs profits*, p. 39). Le vocabulaire de Poutou dans les réunions publiques témoigne de la distance prise avec le marxisme puisqu'il ne parle pas de lutte de classe, d'expropriation, de révolution, des États-Unis socialistes d'Europe, d'insurrection...

Le programme électoral fait des concessions à des formes colorées en vert de protectionnisme et d'obscurantisme : « *contre les grands projets inutiles et néfastes* » (p. 39) mais pour les écologistes et les anarchistes, tous les projets d'infrastructure sont inutiles et néfastes ; « *souveraineté alimentaire* » (*Nos vies, pas leurs profits*, p. 33), « *circuits courts* » (p. 33) alors que le progrès est d'échapper à l'étroitesse locale.

Au grand regret des réactionnaires, la bourgeoisie a enlevé à l'industrie sa base nationale. (Karl Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847)

Poutou puise, comme Mélenchon et Hamon, dans les valises d'économistes bourgeois (Keynes, Ostrom...) : distinguer entre les « *biens communs* » (p. 17) qui doivent être pris en charge par l'État bourgeois et les autres qui relèvent donc du marché ; faire passer implicitement l'étatisme bourgeois pour progressiste face au « *néo-libéralisme* » (p. 26, 32, 39) désigné comme responsable en lieu et place du capitalisme.

Au milieu d'un fatras réformiste, les programmes de LO et du NPA mentionnent parfois le socialisme, contrairement au PS, au PdG et au PCF. Mais comment parvenir au socialisme sans révolution et comment la révolution peut-elle triompher sans un parti de type bolchevik ? La brochure se contente de formules creuses à la Macron : « *faire avancer les choses* » ou « *changer les choses* » (*Nos vies, pas leurs profits*, p. 6, 40).

Le NPA attribue à Mélenchon la complaisance envers des partis ouvriers au service de la bourgeoisie comme Syriza (issu de la fusion d'une aile du stalinisme grec qui a joué plus d'une fois un rôle contre-révolutionnaire et de courants centristes). En réalité, le NPA rivalisait avec le PdG et le PCF dans l'opportunisme envers Tsipras jusqu'à ce qu'il accède au pouvoir et qu'il trahisse ouvertement, ce qui a conduit au désaveu tardif du PdG et du NPA. Mais le parti que veut bâtir Poutou ne pourra pas faire mieux que Syriza ou Podemos.

Nous avons besoin d'une nouvelle représentation des opprimés et des exploités... Un parti capable de se battre pied à pied sur tous les terrains contre les représentants de la classe adverse, qui soit un outil dans nos luttes de tous les jours, pour les organiser, les coordonner mais aussi pour leur donner une résonance, une expression à l'échelle nationale et même internationale. (*Nos vies, pas leurs profits*, p. 43)

Les travailleurs n'ont pas besoin d'un parti qui se contente de « *luttes* », en pratique d'additionner les ZAD contre les aéroports ou les réserves d'eau au soutien aux « *journées d'action* » des bureaucraties syndicales corrompues qui ont fait passer la loi travail du gouvernement. Ils ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire qui combatte le capital et ses agents pour préparer la prise du pouvoir par les travailleurs, condition de la transition au socialisme mondial.

24 mars 2017

Note de lecture

Jean-Claude Mailly : Les Apprentis-sorciers

Les Apprentis-sorciers, l'in vraisemblable histoire de la loi travail (Les Liens qui libèrent, novembre 2016, 12,50 euros) écrit par le secrétaire général de FO n'est ni un chef-d'œuvre de littérature, ni un feuilleton au suspense haletant, ni même un pamphlet à l'ironie mordante ; la banalité de son style et de sa construction reflète la médiocrité intellectuelle et politique des bureaucraties syndicales.

On y voit le petit monde où évolue Mailly : les réunions dans les ministères, les agences de collaboration de classe (comme le Conseil économique social et environnemental), les négociations avec le patronat, mais aussi les rencontres avec les dirigeants des autres syndicats. Par contre Mailly ne parle pas de visites auprès des travailleurs, il ne semble jamais les voir.

Il ne cache pas son appartenance au PS (comme tous ses deux prédécesseurs à la tête de FO), sa proximité avec Martine Aubry et ses liens avec les députés « frondeurs » du PS. Mais ses affinités personnelles ne se limitent pas à « la gauche » :

Mon histoire personnelle explique aussi que, parmi les responsables gouvernementaux et politiques actuels, j'en connais bon nombre depuis longtemps, les tutoyant en privé. Je tutoie évidemment aussi des politiques de droite. J'ai pu créer des relations de confiance et de respect avec des hommes comme Xavier Bertrand ou Christian Jacob, que j'ai connus en militant dans le syndicalisme agricole. Voilà qui je suis. (pp. 11-12)

Il considère en effet que Xavier Bertrand a été un « *bon ministre* » du travail. Mailly conseille le gouvernement sur les nominations, distribue les bons et mauvais points : François Hollande mal entouré contrairement à Jacques Chirac, Manuel Valls autoritaire tandis que « *Jean-Marc Ayrault est un vrai social-démocrate. Il cherche toujours à équilibrer les plateaux de l'économie et du social.* » Mailly apprécie la façon dont Ayrault a négocié le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi, un cadeau fiscal au patronat), « *réussissant, ce faisant, à bâtir un quasi-consensus général.* » Il a aussi ses mauvais et bons dirigeants du Medef. Tandis que Pierre Gattaz « *ne cherche pas à comprendre le raisonnement de son interlocuteur* », « *une des conditions pour esquisser un compromis* », il n'en va pas de même avec la précédente dirigeante de l'organisation patronale :

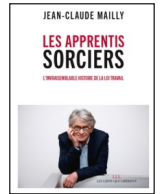
Les relations avec Laurence Parisot étaient plus fluides. Elle est deux fois libérale : libérale au sens économique, libérale au sens philosophique et so-

ciétal. Nos relations furent parfois tendues, nous avons eu une explication en tête à tête sur notre manière de fonctionner. Ainsi nous avons pu, ensuite, nouer une relation de confiance et de respect. Aujourd'hui encore nous entretenons des contacts et, ce qui parfois peut surprendre certaines âmes binaires, un lien d'amitié s'est noué. (p. 39)

Mais voilà, au départ de François Rebsamen du ministère du Travail, le favori de Mailly, Jean-Marc Germain (proche de Martine Aubry), ne reçoit pas le poste qui va à Myriam El Khomri, et celle-ci lance son projet de loi dicté par Hollande et Valls, dont la pièce maîtresse est l'inversion de la hiérarchie des normes et l'abandon du principe de faveur.

Les syndicats ont pour base la défense intérêts des salariés, c'est leur raison d'être. Mais la bourgeoisie, pour tenter de rétablir le taux de profit, cherche à liquider tous les acquis. Entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, il y a les bureaucraties réformistes qui dirigent ces syndicats. D'une part les positions des dirigeants s'appuient sur l'existence de ces syndicats et les acquis qui leurs sont liés. D'autre part, ces bureaucraties sont subordonnées de multiples façons à l'État bourgeois ainsi qu'au patronat, et refusent donc une confrontation violente avec ceux-ci, préférant le compromis. Comme la bourgeoisie ne peut actuellement plus faire des concessions en termes de salaires, de conditions de travail ou de protection sociale, cela conduit les bureaucraties syndicales à louvoyer, faire semblant de combattre et en fait négocier les attaques contre la classe ouvrière.

Donc, face à une attaque frontale contre les acquis des travailleurs, Mailly ne peut pas faire autrement que de s'y déclarer opposé, mais en même temps il ne peut pas organiser une riposte efficace, car cela nécessite d'affronter directement la bourgeoisie et son gouvernement, déstabilisant ainsi ses chers interlocuteurs qu'il respecte si profondément. Il va donc d'abord essayer de convaincre le gouvernement que ce projet de loi est mauvais ; mais le gouvernement, conforté par les syndicats d'origine cléricale (CFDT, CFTC) et persuadé de savoir mieux que Mailly ce qui est bon pour « l'économie » (c'est à dire le capitalisme), persiste. Alors Mailly réclame la « suspension » du projet. Suspendre pourquoi ? Pour mieux le renégocier ! Face au refus du gouvernement, il se résigne à dire « retrait ». Le retirer pourquoi ? Pour pouvoir présenter un « bon » projet de loi, résultant d'un accord avec les bureaucraties syndicales. Tel est le sens du « compromis » vanté à de



multiplés reprises dans le livre : la collaboration des syndicats au redressement du capitalisme et du profit, en limitant tant que possible les dégâts chez les travailleurs.

Puis Mailly et son compère Martinez de la CGT se lanceront dans la grande mise en scène des journées d'action à répétition. Dans son livre, il les appelle « manifestations », mentionnant juste leurs dates, éventuellement leur succès, mais elles n'y apparaissent que comme des moyens de pression dans la négociation ; le mot « grève » est d'ailleurs bien rare dans sa prose, et « lutte de classes » ne semble pas faire partie de son vocabulaire.

N'obtenant pas par « la négociation », appuyée par les journées d'action, le retrait du projet de loi El Khomri, les dirigeants syndicaux tenteront de l'adoucir par des amendements, en faisant conserver la primauté de la branche sur l'entreprise sur divers points particuliers de l'organisation du travail ; ils ne gagneront pas grand-chose... et la loi passera, démoralisant encore plus le prolétariat.

Quelle conclusion Mailly tire-t-il de cette affaire ? François Hollande et Manuel Valls « *se sont coulés dans le moule de l'orthodoxie économique libérale* », ils « *ont passé outre aux diverses majorités qui se sont exprimées, en imposant de force un projet multiminoritaire* », finalement « *ils ont joué les apprentis sorciers* » (p. 109). Rien de plus.

Pour le dirigeant de FO, la politique se limiterait à un choix libre entre une bonne politique keynésienne de relance par la consommation et une mauvaise politique néolibérale, entre la bonne pratique de la concertation et la mauvaise de décider unilatéralement. Jamais il ne dira

10 janvier 2017 : Mailly (FO), Martinez (CGT) avec Gattaz (Medef) à l'Élysée / photo Etienne Laurent AFP



que c'est le capitalisme qui dicte sa loi, le règne du profit, l'exploitation des salariés par la bourgeoisie, que ces deux classes sont irrémédiablement antagonistes, que la bourgeoisie tente par tous les moyens de rétablir le taux de profit, qu'elle a à sa disposition l'appareil d'État, les organisations patronales et plusieurs partis politiques, mais qu'elle est également servie fidèlement par des partis d'origine ouvrière qui ont trahi leur origine et qui ne peuvent que continuer à trahir envers et contre tous les travailleurs qui votent pour eux. Dire tout cela pousserait les militants syndicaux à s'interroger sur la nature des pratiques de leur dirigeants, leurs copinages avec tout ce beau monde, leur recherche constante de compromis y compris dans les pires situations, leur refus persistant de toute confrontation directe avec la bourgeoisie et son État.

Il est temps pour les militants ouvriers de se poser les vraies questions sur la politique menée par les bureaucraties syndicales. Pourquoi la majorité des salariés n'accordent-ils aucun crédit aux syndicats, excepté pour s'occuper parfois de leur situation personnelle ? Pourquoi sont-ils devenus des « machines à perdre », ne gagnant aucun combat, puis négociant les attaques et finalement se résignant à la défaite ? Que signifient ces « journées d'action » décidées par en haut, où les travailleurs sont conviés à venir défiler sous les mots d'ordre des dirigeants avant de retourner tranquillement au travail ? Tout cela pose la question des directions syndicales liées aux partis d'origine ouvrière passés du côté de la défense acharnée du capitalisme, de leurs accointances avec les politiciens, ministres et patrons, de leur participation à divers organismes de cogestion, sans parler des petits cadeaux comme les subsides ou publicités grassement payées.

Cela pose aussi la question d'un véritable syndicalisme de classe, basé sur la reconnaissance de l'exploitation des salariés, de l'antagonisme irréconciliable entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, de la nature de l'État comme bras armé et centre de commandement de la bourgeoisie, de l'obsolescence du capitalisme, de la nécessité d'aller vers une économie sans capital ni salariat, basée sur la satisfaction des besoins sociaux et l'équilibre entre l'humanité et la nature. Une telle conception du syndicalisme conduit donc à envisager d'autres formes d'organisation et d'action : mots d'ordre clairs et sans concession, démocratie ouvrière, élaboration de cahiers de revendication par les assemblées de travailleurs, grève jusqu'à obtention des revendications, comités de grève élus et révocables, etc.

21 janvier 2017, Christian D.

Fidel Castro (1926-2016), dirigeant stalinien cubain

Haï de Trump et de LR, pleuré par Mélenchon et le PCF

Le 25 novembre 2016, un peu plus de deux semaines après l'élection de Trump, Fidel Castro meurt à l'âge de 90 ans. La nature a réussi là où l'impérialisme a échoué, puisqu'il avait échappé à plusieurs centaines de tentatives d'assassinat – les archives de la CIA évoquent le chiffre hallucinant de 638. Il avait transmis le pouvoir en 2006 à son frère Raul, de cinq ans plus jeune que lui.

Pour certains gouvernements qui se sont heurtés à l'impérialisme américain, comme les gouvernements du Venezuela, du Mexique, de Bolivie, de l'Équateur, des Philippines, de Syrie, Castro était une sorte de héros. Pour la bourgeoisie impérialiste, Castro était généralement un monstre, pour avoir exproprié les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Ainsi, le 1^{er} décembre 2016, les sénateurs LR, à l'initiative de Malhuret, ont observé une minute de silence en hommage « aux victimes de Castro » et Trump l'a décrit comme un « dictateur brutal qui a opprimé son propre peuple ».

Le Parti de gauche rassemble en hommage quelques centaines de personnes à Paris devant la statue de Bolívar.

Ce jour-ci a été un jour bien triste... Le sentiment qui nous opprimait alors, de la nouvelle du décès de Fidel nous a amené une fois de plus à penser que c'est dans l'exemple de nos héros que nous puisons sans cesse les leçons et l'énergie dont nous avons besoin pour continuer à ouvrir le chemin que, dans leur temps, à leur place, ils ont d'abord dégagé. (Jean-Luc Mélenchon, 26 novembre 2016)

Le Parti « communiste » français en profite pour affirmer sa confiance dans son successeur.

Ça a été dans le XX^e siècle, l'un des dirigeants du mouvement d'émancipation humaine. La révolution qu'il a menée a eu lieu à l'époque de la décolonisation et s'inscrivait dans ce mouvement de restauration de la souveraineté des peuples. C'est ça qui restera dans l'Histoire... [Les frères Castro] sont animés de la même volonté de maintenir la voie du socialisme à Cuba et de le faire en essayant d'approfondir régulièrement les voies démocratiques. (Pierre Laurent, 26 novembre 2016)

1952-1959, un guérilléro nationaliste petit-bourgeois

Fidel Castro n'a jamais été socialiste. Jeune, c'était un nationaliste bourgeois influencé par José Martí, un révo-

lutionnaire cubain du 19^e siècle. Après avoir dirigé la Fédération des étudiants, il ouvrit un cabinet d'avocats et adhéra au Parti du peuple cubain, un parti nationaliste fondé quelques années auparavant par l'anticommuniste Eduardo Chibás, peu avant le coup d'État qui porta Batista au pouvoir en 1952.

Face au despotisme et à la soumission à l'impérialisme voisin, Fidel Castro choisit l'insurrection armée. Il dirige le 26 juillet 1953, avec 150 jeunes, l'assaut de la caserne La Moncada (Santiago) qui est un échec cuisant. Il est condamné à 30 ans de prison. Deux ans plus tard, il est amnistié. Exilé, il lance aux côtés de Camilo Cienfuegos, de Raul Castro et de l'Argentin Ernesto Guevara le Movimiento 26 de Julio (M26-7), une organisation nationaliste petite-bourgeoise. Le frère Castro était auparavant membre du parti stalinien cubain et « Che » Guevara était influencé par le stalinisme. Convaincus que la guérilla rurale est un moyen de soulever le peuple, 81 militants du M26-7 débarquent du Mexique en 1956.

La conjoncture est favorable car une fraction de la bourgeoisie rejette Batista, les grèves se multiplient pour les salaires, la paysannerie pauvre veut mettre fin à l'oppression des grands propriétaires terriens, la jeunesse se révolte contre la terreur politique (arrestations, emprisonnements, tortures, exécutions) et l'humiliation nationale. Les militants en danger dans les villes rejoignent souvent la guérilla. L'opposition urbaine fournit soins, renseignements, argent et armes à la guérilla rurale. Le parti le plus organisé, malgré de multiples trahisons, est le parti stalinien Partido Socialista Popular (PSP). En 1958, il cesse de coopérer avec le régime et commence à soutenir la guérilla.

Aussi discrédité politiquement fût-il, le PSP avait deux caractéristiques dont Castro allait bénéficier : il était le seul parti politique structuré et un tant soit peu cohérent ; son appareil expérimenté contrôlait la confédération syndicale hautement bureaucratifiée. (John Lister, Cuba, radical face of Stalinism, Left View, 1985, p. 29)

Raúl Castro, Ernesto Guevara et Ramiro Valdés favorisent les relations entre M26-7 et PSP. Portés par la montée révolutionnaire, les guérilleros profitent de la décomposition du régime qui est liquidé par une grève générale de 8 jours. Ils accèdent au pouvoir le 8 janvier 1959 alors que Batista a fui le pays avec 40 millions de dollars. L'armée et la police sont remplacées par l'armée rebelle et par une police recrutée parmi les parti-



sans de Castro. Par contre, les appareils administratif et judiciaire sont seulement épurés.

À ce moment, Castro se limite à la saisie des biens de Batista et à une réforme agraire analogue à celle conduite en France au 18^e siècle. Le M26-7 met en place un gouvernement bourgeois qui réserve sa première visite officielle aux États-Unis.

J'ai dit de façon claire et définitive que nous ne sommes pas des communistes... Les portes sont ouvertes aux investissements privés qui contribuent au développement de l'industrie à Cuba... Il est absolument impossible que nous fassions des progrès si nous ne nous entendons pas avec les États-Unis. (Fidel Castro, 17 avril 1959) ; La victoire ne nous a été possible que parce que nous avons réuni les Cubains de toutes les classes et de tous les secteurs autour d'une seule et même aspiration. (Fidel Castro, 27 avril 1959)

1960-62, une révolution sociale imprévue

C'est compter sans la mobilisation des travailleurs de villes et des campagnes qui se heurtent à la résistance des capitalistes et des agrariens, tant cubains qu'étasuniens. De son côté, le gouvernement d'Eisenhower (Parti républicain) commence à organiser le blocus économique de Cuba, notamment de la vente du sucre, principale ressource de l'île. La brutalité de la réaction de l'impérialisme américain, les intrigues de la bourgeoisie cubaine liée à lui et celles des contre-révolutionnaires cubains stimulent la révolution cubaine.

La loi de réforme agraire du 17 mai 1959 déclencha les contradictions de classe dans la société cubaine et aggrava l'affrontement avec le gouvernement étasunien, démarquant les camps entre partisans et ennemis de la Révolution. Ces clivages entraînent en juin-juillet la sortie du gouvernement du président Urrutia et de plusieurs ministres représentant des positions de droite, tandis que se produisaient des trahisons dans le secteur militaire. (Sergio Guerra Vilaboy & Oscar Loyola Vega, Cuba, une histoire, Ocean Press, 2012, p. 88)

À l'initiative des masses surgirent des milices ouvrières et paysannes, des formes embryonnaires de pouvoir au niveau local, des comités de défense de la révolution, des comités dans les usines. Le M26-7 et le PSP sont réticents, ils imposent que les comités d'usine soient désignés et seulement consultatifs. Reste que, pour résister à l'impérialisme américain, à la bourgeoisie locale et à l'Église catholique, Castro et le M26-7 s'appuient sur la mobilisation spontanée des masses et épurent l'armée, la police, la magistrature. Pour rompre le blocus économique, Fidel Castro et son équipe n'ont eu d'autre re-

cours que de s'adresser à l'URSS, un pays qui s'oppose aux États-Unis et dont le capitalisme a été exproprié en 1917.

Mais l'URSS de 1962 n'est pas celle du pouvoir des soviets de 1917, elle est dirigée depuis longtemps par une bureaucratie usurpatrice, privilégiée et conservatrice qui, certes, cherche à empêcher la bourgeoisie américaine de l'agresser (« coexistence pacifique ») mais n'a aucune intention de voir les travailleurs diriger Cuba, ce qui pourrait donner des idées à ceux de l'URSS et d'Europe de l'est, ni la révolution s'étendre à toute l'Amérique latine.

Au cours de l'année 1960, l'impérialisme américain accentue sa pression : les directeurs des raffineries, qui sont américaines, refusent de raffiner le pétrole venant d'URSS. Castro, qui avait déjà précédemment nationalisé une partie de la propriété et des avoirs du capital américain à Cuba, nationalise le reste. Le 3 janvier 1961, l'État américain rompt officiellement ses relations avec Cuba. Le gouvernement Kennedy (Parti démocrate) lance le 14 avril 1961 une opération de grande ampleur contre la révolution sociale. D'une part, l'aviation américaine, avec des appareils arborant les couleurs cubaines, bombarde trois aéroports. D'autre part, 1 400 émigrés (armée et police de Batista, jeunes bourgeois), financés, armés, entraînés et transportés par l'armée et les services secrets américains sont débarqués à la baie des Cochons.



Le gouvernement arme les travailleurs qui écrasent la contre-révolution. Castro utilise pour la première fois le terme de « révolution socialiste ».

L'économie est collectivisée, une campagne d'alphabétisation est organisée, l'émancipation des femmes progresse.

Il est impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. (4^e Internationale, Programme de transition, 1938, GMI, p. 29)

Mais la révolution sociale de 1960-1962 est immédiatement confisquée aux travailleurs, ce qui la rend incomplète et vulnérable.

1962-2006, le « lider maximo » de la bureaucratie cubaine

Cuba se calque économiquement et politiquement sur l'URSS. En plus de l'aide économique de l'URSS et d'autres États ouvriers dégénérés et de prêts financiers

indispensables à une île reliée jusqu'alors à la gigantesque économie capitaliste américaine, des milliers d'experts venus de ces pays encadrent les ministères, les entreprises publiques, la police politique, l'armée nouvelle.

En août 1960, le PSP qui depuis plus de 30 ans calomnie, attaque et assassine les bolcheviks-léninistes, dénonce solennellement à son congrès le « trotskysme », c'est-à-dire la menace de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. En avril 1961, Guevara fait écho à ces calomnies. En mai 1961, le petit groupe qui se réclame du trotskysme, et dont les militants ont participé à la révolution, est prohibé. En juillet 1961, le M26-7 et le PSP fusionnent en un parti unique, tous les autres partis étant interdits, qui prendra en 1965 le nom de Partido Comunista de Cuba (PCC). En décembre 1961, Castro se réclame du « marxisme-léninisme ».

*Un lien unit ce que représente le castrisme, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international : la peur que la révolution prolétarienne qui a emporté le Mouvement du 26 juillet beaucoup plus loin qu'il ne le pensait, n'aille à son terme : la réalisation de la dictature du prolétariat. Dès lors, le Kremlin et son appareil à Cuba ne pouvaient que jouer, à l'intérieur du parti unique, dans la construction de l'appareil d'État, de l'appareil économique, le rôle déterminant. Les méthodes de Castro et de son équipe laissaient le champ libre à l'activité de l'appareil stalinien. Les rapports de type caudilliste, soi-disant directs, entre le « Lider maximo », le « tribun », et la foule, l'absence de fonctionnement officiel d'organismes politiques et étatiques codifiés, laissaient le champ libre à l'appareil contre-révolutionnaire organisé, centralisé, discipliné du stalinisme. (Stéphane Just, « À propos d'une possibilité théorique et de la lutte pour la dictature du prolétariat », *La Vérité*, septembre 1979)*

Le gouvernement prétend réaliser le socialisme dans une seule île. Une planification est mise en place d'en haut sur le modèle hérité du stalinisme. S'installe une bureaucratie privilégiée dont les membres sont seuls à pouvoir voyager à l'étranger, qui habite dans des quartiers chics, qui échappe au rationnement des produits de consommation, qui jouit de personnel domestique, de résidences secondaires, etc. Castro lui-même vit dans un luxe inouï. Le parti unique stalinien couvre, comme en URSS, en Chine, en Europe de l'est, le règne de la bureaucratie usurpatrice du pouvoir des travailleurs. Le PCC dirige toutes les autres organisations qui encadrent les masses. La culture est mise au pas. Les homosexuels sont persécutés.

En octobre 1962, devant la menace par Kennedy de guerre nucléaire, Kroutchev retire sans consulter Castro les missiles qu'il avait installés pour protéger Cuba. Rendue méfiante vis-à-vis de la bureaucratie russe, la direc-

tion de la bureaucratie cubaine mise, un temps, sur la guérilla paysanne dans les pays dominés, pour échapper à la contre-révolution à laquelle son puissant voisin impérialiste ne renonce pas. À cette fin, Castro et Guevara lancent la Tricontinentale en 1966, tout en calomniant Trotsky (assassiné par Staline en 1940) pour donner des gages aux bureaucraties russe et chinoise.

La tentative de susciter des révolutions analogues à partir d'une poignée de guérilleros créant un foyer (foco) dans la campagne est esquissée par Guevara, théorisée par l'intellectuel français Debray, cautionnée par les « marxistes » du SUQI. L'État cubain conseille, finance, entraîne des organisations de toute l'Amérique latine qu'il fédère en 1966 sous son autorité et sans aucune démocratie interne sous le nom d'OLAS. Guevara, mal à l'aise avec les privilèges de la bureaucratie cubaine et avec la politique de conciliation de l'URSS envers l'impérialisme américain, se rend en 1965 au Congo-RDC pour aider la guérilla de Kabila. C'est un échec car la nature sociale et politique de ce mouvement n'est guère différente de ses rivaux. En 1966, il lance un « foco » en Bolivie que le parti stalinien PCB laisse isolé. Malgré la bravoure de Guevara et de ses compagnons, les services secrets américains et l'armée bolivienne écrasent la guérilla en 1967 et exécutent Guevara blessé et capturé.

À partir de là, Castro met directement au service de la bureaucratie russe, de plus en plus sclérosée et dépréciée, le prestige immense de la révolution cubaine et de l'héroïque « Che » : approbation de l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968, soutien affiché au gouvernement d'UP contre la révolution au Chili en 1971, aide militaire au mouvement nationaliste bourgeois MPLA en Angola en 1974, hébergement de l'assassin de Trotsky en 1974, blocage de la révolution et mise en place par le FSLN castriste d'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie au Nicaragua en 1979... En 1989, Arnaldo Ochoa, héros de la Révolution de 1959 et ancien commandant du corps expéditionnaire cubain en Angola, est accusé de corruption et de trafic de drogue, condamné à mort.

L'impérialisme américain a été convaincu que le moindre risque était de laisser opérer la bureaucratie du Kremlin et son appareil à Cuba, pour canaliser, faire refluer la révolution prolétarienne. L'importance de Cuba, du point de vue des intérêts économiques généraux de l'impérialisme, est de quinzième ordre. Ce qui comptait vraiment, c'était l'impact de la révolution cubaine. Le plus important était de la neutraliser politiquement. La bureaucratie du Kremlin, son appareil international, avec la participation de Fidel Castro et de son équipe, malgré les querelles et les crises, y sont parvenus. Aujourd'hui, une solide caste bureaucratique s'y est constituée, unie par une sorte de cordon ombilical à celle de l'URSS... Ultérieurement, d'ailleurs, le prestige de

Fidel Castro s'est révélé un instrument précieux contre la révolution prolétarienne en Amérique latine et dans le monde. (Stéphane Just, « À propos d'une possibilité théorique et de la lutte pour la dictature du prolétariat », *La Vérité*, septembre 1979)

Les défaites de la révolution en Amérique latine auxquelles participent directement la bureaucratie cubaine et Castro, le maintien du blocus américain, le rétablissement, par l'ancienne bureaucratie, du capitalisme en 1991 en Russie isolent Cuba, créant de grandes souffrances pour la population et affaiblissant l'État ouvrier. La « période spéciale » s'ouvre quand le PIB chute de 35 %.

L'impérialisme et l'Église catholique poussent la bureaucratie à restaurer le capitalisme

Si le niveau d'instruction et de santé est sans commune mesure avec l'Amérique latine capitaliste, ce qui est un sous-produit de la révolution sociale cubaine, la privatisation de liberté et de nourriture conduit en 1994 à des émeutes et à une vague d'émigration. À partir de 1998, les échanges de médecins et d'instituteurs cubains contre du pétrole vénézuélien soulagent l'économie planifiée. Mais la crise capitaliste qui étouffe le Venezuela depuis 3 ans a obligé à réduire l'usage de l'électricité et de l'essence à Cuba. S'ajoute à cela que la Chine impérialiste est le principal bailleur du Venezuela (prêts de 50 milliards de dollars en 10 ans) tout comme de Cuba. La Chine est aussi le 2^e partenaire commercial de Cuba, devant l'UE qui vient d'y signer un accord commercial.

L'État chinois pousse à la restauration capitaliste au compte de ses groupes capitalistes. D'ailleurs, la bureaucratie, comme ses homologues roumaine, hongroise, allemande, russe, chinoise, vietnamienne auparavant, est de plus tentée par la possibilité de léguer à ses enfants les entreprises une fois privatisées. Les papes, accueillis avec complaisance par les frères Castro, viennent en visite dans l'île en 1998 et en 2012. L'Église catholique joue un grand rôle, comme en Europe de l'est à la fin du 20^e siècle, dans les relations entre la bourgeoisie impérialiste et la bureaucratie aux abois.

Les États-Unis ont renoué les relations diplomatiques avec Cuba fin 2014. Mais le blocus persiste. Le même Obama (Parti démocrate) renouvèle les sanctions contre Cuba le 11 septembre 2015, comme le prouvent les très lourdes amendes infligées à des banques et à des institutions financières ayant des relations avec Cuba, et la traque internationale des transactions financières de Cuba. D'après un mémorandum cubain sur la Résolution 70/5 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulé *Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique* (juin 2016), les préjudices économiques causés au peuple cubain par l'embargo établi en 1961 s'élèvent, à prix constants, à plus de 750 milliards de dollars.

Les Nations unies ont d'ailleurs voté 24 résolutions – la première en 1992 – visant à mettre fin à l'embargo, sans aucun impact, prouvant l'hypocrisie de cette caverne de brigands, dont les décisions ne sont mises en oeuvre que lorsqu'elles siéent aux impérialismes dominants et à leurs alliés.

Contrairement à la caste des dirigeants politiques, militaires, policiers et économiques, la grande masse des Cubains, surtout ceux qui n'ont pas de famille dans la diaspora cubaine, vit dans la pauvreté avec un salaire moyen de 740 pesos par mois (soit 24 dollars). La passation de pouvoir à Raul Castro a été l'occasion pour des fractions de la bureaucratie en particulier de l'armée, de faire des affaires dans l'import-export, dans le tourisme, l'alcool ou le tabac. Des mesures favorisent le marché : possibilité de travail indépendant, de louer la terre pour 20 ans. Aujourd'hui, 500 000 personnes travaillent à leur compte dans le secteur non agricole (restauration, hébergement, transport...), contre 150 000 en 2011. En intégrant l'agriculture, le secteur privé comptait 1,1 million d'actifs en 2014 (sur environ 5 millions). La bureaucratie crée des « zones franches » capitalistes. En 2014, une loi autorise les co-entreprises avec des capitaux étrangers à n'être plus détenues à 51 % par le « partenaire » cubain. Les impôts sur ces bénéficiaires sont passés de 30 à 15 % et il n'y en a plus sur la main-d'oeuvre. Toutefois, les investissements ne sont pas au rendez-vous. Cuba a connu une stagnation de son PIB en 2016 et la récession est prévue pour 2017.

En 2011, le 6^e congrès du PCC, au nom de l'« *actualisation du socialisme* », veut privatiser davantage. Toutefois, le 7^e congrès, en avril 2016, prend acte du fait que seules 21 % des recommandations ont été appliquées, en raison de la résistance de la classe ouvrière contre les licenciements, mais aussi d'une partie de la bureaucratie menacée.

La menace de rétablissement du capitalisme par des secteurs décisifs de la bureaucratie se précise, qui aurait pour conséquences la généralisation de la précarisation et de l'exploitation des producteurs, la régression de Cuba en un satellite soumis à l'impérialisme. La défense des conquêtes qui subsistent de la révolution passe par le renversement de la bureaucratie avide et l'extension de la révolution aux Antilles, à l'Amérique du Sud, à l'Amérique du Nord. Pour cela, il faut aux travailleurs un instrument débarrassé du stalinisme-castrisme, un parti antibureaucratique, anti-impérialiste et internationaliste prolétarien.

Défense de l'État ouvrier cubain ! Suppression de tout blocus ! Fermeture de la base de Guantanamo ! Révolution politique ! Pour une fédération socialiste des Caraïbes et les États-Unis socialistes d'Amérique !

1^{er} février 2017

Espagne 1936-1937

Le Front populaire assassine la révolution, ce qui permet à Franco de vaincre

Le 15 janvier 1936 la plupart des organisations ouvrières, Parti socialiste (PSOE), Union générale des travailleurs (UGT), Parti communiste espagnol (PCE), Fédération nationale des jeunesses socialistes, Parti syndicaliste, Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) constituait une alliance avec les formations bourgeoises (Gauche républicaine d'Azaña, Union républicaine de Martinez Barrio et Gauche catalane de Companys) à laquelle se rallieront par la suite les nationalistes basques. Au lendemain des élections aux Cortès remportées par ce Frente popular le 16 février, Azaña forme un gouvernement avec les seuls « républicains » bourgeois que les partis ouvriers soutiennent [voir *Révolution Communiste* n° 19].

L'intensification de la lutte de classes

Loin de s'en remettre au gouvernement, les masses donnent aussitôt l'assaut aux prisons où croupissaient 30 000 ouvriers et paysans depuis la répression de la Commune des Asturies d'octobre 1934. Les paysans commencent à s'emparer des terres et à se les partager. Les masses imposent les libertés démocratiques. Les grèves éclatent pour la réintégration des ouvriers licenciés et s'étendent. Des comités sont édifiés dans les entreprises. Des églises et des couvents, symboles des privilèges de l'Église et de la chape de plomb cléricale, flambent. Le gouvernement de Front populaire est débordé, il réprime, rétablit la censure, mais il est impuissant ; les partis et syndicats réformistes courent après les masses pour les contenir, prêchent la patience et demandent la soumission au gouvernement bourgeois.

À Madrid le 1^{er} juin, les travailleurs du bâtiment déclenchent une grève pour arracher leurs revendications, dont la réembauche des ouvriers réprimés, la réduction de la journée de travail, l'augmentation des salaires ; 60 000 à 100 000 y participeront. Ils s'organisent, élisent un comité de grève centralisé. Ils subissent les attaques de la Phalange fasciste qui mène ses raids contre les ouvriers, massacre des paysans qui ont chassé les propriétaires terriens, assassine des militants ouvriers et s'efforce de répandre la terreur dans les quartiers populaires. Les travailleurs du bâtiment se procurent des armes et affrontent les fascistes. Le gouvernement bourgeois craint plus les prolétaires que la Phalange à la solde de l'état-major. L'UGT, directement liée au front populaire, appelle à arrêter la grève.

Le coup d'État militaire de Franco se heurte à la seule résistance du prolétariat

Dès le résultat des élections de février et l'entrée dans l'arène des masses mobilisées pour obtenir satisfaction, le corps des officiers prépare un coup de force militaire. Le gouvernement le couvre, proclamant la loyauté de l'armée :

Le gouvernement de la république a appris avec tristesse et indignation les attaques injustes auxquelles sont soumis les officiers de l'armée. (Communiqué, 18 mars 1936)

Le 17 juillet 1936, le soulèvement militaire éclate au Maroc et Franco appelle l'armée à l'étendre à toute l'Espagne. Les gangs fascistes rejoignent immédiatement les militaires. Le gouvernement se dépêche de minimiser la gravité de la situation, allant jusqu'à publier le 18 une déclaration annonçant qu'un « vaste mouvement antirépublicain a été étouffé et n'a trouvé aucune assistance dans la péninsule ».



BARCELONA - I Defendiendo una barricada / Defending a barricade Défense d'une barricade / Barricad i Barcelosa C. N. T. F. A. I.

Les organisations ouvrières demandent au gouvernement de distribuer les armes à la population mais avalent son refus : « Le gouvernement commande, le front populaire obéit » (Communiqué commun PSOE-PCE, 18 juillet). Le même soir, les deux centrales syndicales, la CNT et l'UGT, se prononcent pour la grève générale mais sans l'organiser,

sans proposer de plan pour battre les fascistes. Le 19 juillet, quand les combats s'engagent, le gouvernement remet courageusement... sa démission. Les chefs républicains assurent les généraux de leur modération et sont prêts à pactiser. Ils se hâtent de leur proposer « un compromis », un gouvernement que dirigerait Martinez Barrio.

Les putschistes, eux, ne perdent pas de temps. Ils veulent une victoire rapide et entendent utiliser la force la plus brutale pour « régénérer l'Espagne », en fait pour écraser le mouvement ouvrier révolutionnaire, éradiquer définitivement la révolution sociale. À Séville, le général Queipo de Llano, connu comme fasciste, dont le gouvernement a refusé l'arrestation, démet les autorités civiles et les officiers qui ne se rallient pas. Seuls les quartiers ouvriers de la ville ont tenté de résister, avec très peu d'armes et beaucoup de courage. La répression a fait 20 000 morts ; dans le quartier de San Julian, les hommes ont été rassemblés dans la rue et

massacrés au couteau, le faubourg de Triana est frappé au canon. Dans presque toute l'Andalousie (à Cadix, Algésiras, Cordoue, Grenade), le coup d'État militaire l'emporte parce que le gouvernement et les autorités se portent garants de la loyauté de l'armée et refusent de distribuer les armes à la population. Frappés par surprise, les travailleurs sont écrasés après une résistance acharnée mais improvisée. Les organisations ouvrières et paysannes sont interdites, les militants tués ou emprisonnés, la population laborieuse soumise à la pire des dictatures.

Mais là où le prolétariat parvient à se dégager de la chape bourgeoise, les putschistes sont battus. À Gijon, les ouvriers du port, renforcés par les métallos de La Felguera, ne se laissent aucunement endormir par la déclaration de loyauté de la garnison. Ils encerclent les casernes et contraignent les militaires à se rendre. Ces derniers venaient de passer aux putschistes... À Santander, la grève générale est effective dès l'annonce du soulèvement, les casernes sont encerclées et vidées sans grands combats. À San Sebastian, quand les gardes civils essaient de se soulever, les ouvriers sont prêts, la ville couverte de barricades. Les marins, organisés clandestinement en « conseils », alertent tous les équipages des navires de guerre qui s'emparent de tous les bâtiments sans exception, arrêtent ou exécutent les officiers.

Et dans les deux plus grandes villes d'Espagne, à Barcelone et à Madrid, le coup d'État, grâce à la détermination ouvrière, essuie aussi un revers éclatant. Dans la capitale de la Catalogne, le gouvernement de la Généralité (Région) a refusé de distribuer les armes demandées par la CNT, mais dès le 18, les travailleurs s'organisent pour en obtenir : fusils de chasse, dynamite sur les chantiers, armes des bateaux du port, harangues aux gardes d'assaut qui finissent par donner des fusils. Quand les premières troupes sortent des casernes dans la nuit du 18 au 19 juillet, elles sont submergées par une foule immense qui charge, malgré les terribles pertes. Après deux jours de combats, le général putschiste se rend. La colonne CNT-FAI de Durruti et celle du POUM dirigée par Grossi et Arquer marchent vers Saragosse et sur leur passage, libèrent l'Aragon. À Madrid, aucune caserne n'a encore bougé que des milices ouvrières, armées avec les moyens du bord, essentiellement dirigées par la CNT et appuyées sur un réseau de cheminots et de postiers UGT qui assure le renseignement, patrouillent dans les rues et organisent la résistance. Quand enfin des armes sont distribuées, elles s'avèrent inutilisables, sans les culasses stockées dans la caserne de la Montaña, aux mains de putschistes. Le 20 juillet, la population laborieuse madrilène, des milliers d'hommes et de femmes montent à l'assaut de la caserne. Plusieurs fois les militaires hissent le drapeau blanc pour mieux tirer à la mitrailleuse sur la foule. Mais les portes sont enfoncées, les armes et les officiers lancés par les fenêtres. Toutes les casernes tombent. Des colonnes ouvrières partent de la capitale passée aux

mains du prolétariat en arme et reprennent Tolède, Alcalá, Siguëenza, Cuenca.

La révolution prolétarienne commence

Les opprimés ont infligé une défaite aux franquistes dans la majeure partie de l'Espagne, pas pour les beaux yeux des « démocrates républicains » qui refusaient de donner les armes, la terre, le pain, pas pour les entendre de nouveau pérorer au parlement, mais pour changer enfin le sort de ceux qui produisent toutes les richesses. La révolution sociale commence. Les prolétaires dans les villes et les campagnes s'organisent en une multitude de comités qui prennent en charge la production, le ravitaillement, les transports, les communications. Ils brûlent les cadastres, les titres de propriété, les archives judiciaires, les couvents et les églises. Ils chassent les capitalistes et propriétaires fonciers, s'emparent des terres, des usines et des bureaux. Ils réquisitionnent les maisons des riches, les hôtels et restaurants de luxe qui servent dorénavant à loger et nourrir la population laborieuse. Ils assument sans faiblesse les tâches de maintien de l'ordre révolutionnaire contre les franquistes et leurs alliés, sans armée ni police permanentes, ni tribunaux. Les prolétaires d'Espagne ont spontanément retrouvé les formes du pouvoir ouvrier, de la Commune de Paris aux soviets russes, aux conseils allemands.

Les tentatives du gouvernement central et de ses représentants dans les régions pour exercer effectivement le pouvoir se heurtent aux organes édifiés par les masses en lutte qui seuls jouissent de la confiance populaire. L'État bourgeois se décompose mais la forme non coordonnée, non centralisée des comités donne un caractère local, morcelé, au pouvoir ouvrier. Pour liquider définitivement l'appareil étatique qui sert la bourgeoisie, il faut un gouvernement ouvrier central, émanation des organes prolétariens. Il est indispensable pour planifier efficacement l'activité économique, coordonner les approvisionnements et la lutte militaire, prendre les réserves des banques, empêcher le sabotage des ennemis de la révolution. Car la situation de double pouvoir ne peut durer ; si le prolétariat ne construit pas sa dictature, alors la vieille classe bourgeoise qui domine depuis si longtemps annulera les conquêtes révolutionnaires.

Le 20 juillet, Companys, président de la Généralité de Catalogne, la région où le prolétariat industriel est le plus nombreux et le plus organisé, avec une écrasante majorité pour la CNT et une bonne implantation du POUM, rencontre les dirigeants anarchistes. Il sait qu'après la victoire des milices ouvrières sur les factieux, les comités exercent le pouvoir réel en Catalogne et que son gouvernement est fantoche, mais l'entretien va le rassurer :

Nous aurions pu choisir d'être seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Généralité et instituer à sa place un vrai pouvoir du peuple. Mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exer-

çait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer nous-mêmes à l'encontre de la majorité. La Généralité resterait à son poste avec le président Companys à sa tête et les forces populaires s'organiseraient en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne. Ainsi fut créé le Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne, dans lequel nous fîmes entrer tous les partis politiques libéraux et ouvriers. (Santillan, Mémoires 1897-1936)

Ainsi, ni les anarchistes, ni aucune autre organisation ouvrière, pas plus à Barcelone qu'ailleurs, ne vont appeler à l'édification du « vrai pouvoir du peuple » et les institutions bourgeoises minées par la lutte révolutionnaire du prolétariat vont être renforcées par les directions traîtres.

Les organisations ouvrières par l'égide du front populaire remettent en selle l'État bourgeois

Le front populaire s'active à le préserver, à le renforcer, à le reconstruire. Le 4 septembre 1936, Largo Caballero forme un nouveau gouvernement auquel participent directement cette fois, le PSOE, le PCE, l'UGT, et six ministres des partis bourgeois. Son programme affiché est de « d'abord gagner la guerre ». La confédération syndicale CNT contrôlée par les « antiautoritaires » de la FAI ne rejoint pas immédiatement le gouvernement bourgeois, mais elle reconnaît son autorité. Le gouvernement Frente popular s'emploie à détruire les comités et les milices, à défendre la propriété privée, à reconstituer la police et une armée « républicaine » sous commandement unique, à bafouer les minorités nationales de l'Espagne et à affirmer son droit à coloniser le Maroc. Ce « programme » revient à renforcer les franquistes et donc à perdre la guerre.

Faute d'un parti révolutionnaire, d'un parti de type bolchevik, il ne rencontre pas de résistance organisée. À Valence, le Comité exécutif populaire se rallie au nouveau gouvernement. À Barcelone, tous les partis, y compris le POUM issu de la fusion des communistes de droite et des anciens communistes de gauche, forment un gouvernement dirigé par les nationalistes catalans. Le 31 octobre c'est au tour du Conseil d'Aragon de reconnaître l'autorité du gouvernement central. Finalement, le 4 novembre, la CNT dirigée par les anarchistes entre au gouvernement.

Sur la ligne de la bureaucratie russe dirigée par Staline qui craint comme la peste la révolution socialiste européenne et qui cherche à ménager les impérialismes britanniques et français en face de la menace nazie sur

l'URSS, l'appareil stalinien du PCE est le plus acharné défenseur de l'ordre bourgeois. Il le justifie au nom d'une prétendue étape bourgeoise de la révolution, qui est la reprise pure et simple de la thèse du Parti menchevik en 1917 :

La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise... En cette heure historique, le PC fidèle à ses principes révolutionnaires et respectueux de la volonté du peuple se place aux côtés du gouvernement qui exprime cette volonté, aux côtés de la République, aux côtés de la démocratie. Le gouvernement espagnol est un gouvernement issu du triomphe électoral

du 16 février et nous le soutenons et le défendons parce qu'il est le représentant légal du peuple en lutte pour la démocratie et la liberté. (Dolores Ibarruri, Mundo Obrero, 30 juillet 1936)

En outre, le PCE bénéficie de l'aide de l'URSS qui a commencé à livrer des armes en octobre, c'est-à-dire quand la légalité bourgeoise, l'État bourgeois s'est redressé. De même, les brigades internationales sont politiquement contrôlées par l'Internationale communiste stalinisée. Celle-ci a dépêché sur place ses émissaires, dont l'italien Togliatti, les français Duclos et Marty.



Grâce à l'appui de la direction de l'UGT, du PCE et du PSOE, et aussi de la FAI bakouniniste et du POUM centriste, le Front populaire réussit à faire refluer le mouvement des masses dans presque toute l'Espagne.

Le prolétariat catalan se heurte à l'Esquerra catalana et au Frente popular

Au printemps 1937, la situation politique n'est plus la même qu'en juillet et septembre 1936. L'État bourgeois est en pleine réédification : une armée républicaine est reconstituée, la police fonctionne à nouveau, les conseils municipaux ont repris leurs fonctions contre les comités et les masses sont refoulées par le gouvernement. Les tribunaux bourgeois sont rétablis. Les provocations succèdent aux provocations.

Mais en Catalogne et sur le front d'Aragon, les ouvriers restent majoritairement armés. Alors, les gouvernements républicains, dont celui de la Généralité de Catalogne, au lieu de se concentrer contre les franquistes, comme ils le prétendent, s'engagent dans une véritable guerre civile, à l'arrière, contre la classe ouvrière.

Dans le cadre de la restauration de l'ordre bourgeois, le POUM, qui se prononce pour la révolution, est exclu du gouvernement de la Généralité de Catalogne. Comorera, chef du PSUC (appendice du PCE fusionné au

PSOE en Catalogne), ministre du ravitaillement, dissout les comités ouvriers qui achetaient aux paysans les produits alimentaires, laisse le champ libre aux spéculateurs et trafiquants. L'inflation s'accélère, les queues s'allongent devant les commerces des quartiers ouvriers de Barcelone, tandis que les riches s'empiffrent dans les restaurants des quartiers bourgeois.

En avril 1937, un détachement de carabiniers arrache à une patrouille ouvrière de la CNT le contrôle des douanes de Puigcerda, tandis qu'à Barcelone, des gardes d'assaut procèdent au désarmement des ouvriers dans les rues. Les carabiniers et les bandes staliniennes multiplient les campagnes de diffamation contre les opposants à la politique du front populaire, les expéditions punitives et les assassinats de dirigeants ouvriers dans les villes de Catalogne.

Les travailleurs de la CNT avaient perdu beaucoup des leurs pour reprendre aux troupes fascistes le central téléphonique de Barcelone. Depuis le 19 juillet 1936, ce centre des télécommunications est dirigé par un comité UGT-CNT. Le contrôle de la Telefonica exprimait la persistance d'éléments de double pouvoir. En particulier, le comité CNT-UGT était en mesure de connaître les communications gouvernementales et toutes celles avec l'étranger.

Le lundi 3 mai, sous les ordres de Rodriguez Salas, commissaire à l'ordre public, membre du PSUC-PCE, trois camions de gardes d'assaut pénètrent à l'intérieur du central téléphonique et tentent de s'en emparer. À l'initiative des comités et militants locaux, la classe ouvrière de Barcelone se mobilise, les prolétaires prennent le contrôle de la plus grande partie de la ville. Les barricades sont rejointes par le POUM, l'aile gauche de la CNT et le groupe de la 4^e Internationale. Celui-ci distribue l'appel suivant :

Aucun compromis ! Désarmement de la Garde nationale républicaine et des gardes d'assaut réactionnaires. C'est le moment décisif. Plus tard il sera trop tard. Grève générale dans toutes les usines, sauf celles qui sont liées à la poursuite de la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir ouvrier peut assurer la victoire. Armement total de la classe ouvrière ! Vive l'unité d'action CNT-FAI-POUM ! Vive le front révolutionnaire du prolétariat ! Comités de défense révolutionnaires dans les ateliers, les usines et les districts ! (section bolchevik-léniniste d'Espagne, 4 mai 1937)

La CNT-FAI apporte son soutien au Front populaire, le POUM l'imité

Alors que les masses se tournent vers eux, les dirigeants anarchistes de la CNT interviennent au compte du gouvernement catalan et du front populaire. La FAI négocie un compromis avec Companys si bien que les milices

ouvrières se retirent du central téléphonique. La direction de la CNT appelle les travailleurs à abandonner les barricades et à retourner au travail.

Les tragiques événements qui ont eu lieu dans notre ville pendant les dernières 48 heures ont empêché que la totalité des ouvriers de Barcelone se rendent à leur travail. Le conflit qui a motivé cette situation anormale est préjudiciable pour la cause du prolétariat et a été heureusement résolu par les représentants des partis et organisations anti-fascistes réunis au Palais de la Généralité. Ainsi, il est donc ordonné aux travailleurs de la CNT et de l'UGT, sans exception d'aucune sorte, de reprendre le travail. (Communiqué UGT-CNT, 4 mai 1937)

La FAI dénonce même le groupe des « Amis de Durruti » qui veut poursuivre la lutte. Les chefs anarchistes bloquent les colonnes du POUM et de la CNT qui convergent vers Barcelone pour aider les ouvriers. Les dirigeants anarchistes exhortent sans relâche les travailleurs à déposer leurs armes. Le POUM s'aligne sur la CNT qui capitule devant le front populaire qui sert la bourgeoisie espagnole :

Le prolétariat de Barcelone a montré sa volonté inébranlable de ne pas tolérer la moindre provocation contre-révolutionnaire. Une fois débarrassés de l'ennemi par la magnifique réaction de la classe ouvrière, la « retraite » s'imposera. (Comité exécutif du POUM, 4 mai 1937)

Le prolétariat, une fois de plus, malgré l'énergie dont il fait preuve, est laissé sans direction révolutionnaire, sans stratégie, sans issue. Le 5 mai, Garcia Oliver, ministre anarchiste du gouvernement Caballero, dépêché sur place, déclare :

Camarades : pour l'unité anti-fasciste, pour l'unité prolétarienne, pour ceux qui sont tombés dans la lutte, ne vous laissez pas entraîner par les provocations. Tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères, je m'incline devant eux et je les embrasse. Ce sont des victimes de la lutte antifasciste et je les embrasse tous sans distinction.

Pendant ce temps, dans toute la Catalogne et dans toute l'Espagne, l'offensive contre-révolutionnaire se développe. Le gouvernement central Frente popular fait croiser devant le port une partie de la marine de guerre, aux côtés de croiseurs britanniques et français. Il détache du front de Jarama une colonne motorisée de 5 000 gardes d'assaut. Il nomme le général Pozas, du PCE, commandant des troupes de Barcelone. Le PSUC-PCE commence à assassiner des militants de la CNT et de la FAI, tels le militant italien Camillio Berneri et le secrétaire du Front de la jeunesse révolutionnaire Alfredo Martinez. Il occupe, en chassant les milices ouvrières, la principale gare de Barcelone.

Chaque « succès » des dirigeants anarchistes pour ramener « le calme » va se solder par une avance des forces de la Généralité et des stalinien qui reprennent le terrain conquis par les ouvriers. Les ministres anarchistes vont jusqu'à voter la censure gouvernementale des journaux révolutionnaires, dont les leurs !

L'appareil stalinien calomnie, emprisonne, torture et assassine

Sur les barricades, les ouvriers anarchistes déchirent *Solidaridad Obrera*, l'organe de la CNT, levant leurs poings ou leurs fusils en direction des postes de radio, où parlaient leurs dirigeants, les Mariano Vasquez, les Garcia Oliver, les Federica Montseny. Sous le feu toujours plus nourri de la police et des troupes du PSUC, ils tiennent pendant deux jours. Mais le 7 mai, des troupes du gouvernement national entrent dans Barcelone, ouvrant la voie aux représailles, aux arrestations, aux tortures et aux assassinats des révolutionnaires.

La censure est établie. Le gouvernement monopolise les émetteurs radio. Une police spéciale est constituée, le Service des investigations militaires (SIM), que contrôle le PCE, en particulier Carrillo et Lister, et le NKVD russe. Il n'y a plus de milices mais une armée nationale. Des tribunaux spéciaux sont institués. La presse stalinienne traite les poumistes de « fascistes » et les accuse d'oeuvrer avec les services secrets de Mussolini et Hitler. Le 28 mai, le nouveau gouvernement républicain Negrín interdit l'organe du POUM, *La Batalla*. Le 16 juin, les dirigeants du POUM sont arrêtés. Pendant des jours, les agents du NKVD torturent Andrés Nin, fondateur de l'Internationale syndicale rouge du temps de Lénine et ancien opposant communiste de gauche à Staline, pour lui arracher des « aveux » analogues à ceux des dirigeants du Parti bolchevik lors des « procès de Moscou ». La résistance de Nin fait échouer les plans pour « démontrer » la collusion des « trotskystes » du POUM avec les fascistes, si bien que les agents de Staline l'assassinent. Plus d'un militant bolchevik combattant pour la révolution espagnole est liquidé. Parmi eux, Kurt Landau, militant autrichien, ancien secrétaire de l'Opposition de gauche, le militant polonais Freund (dit Moulin), le militant tchèque Erwin Wolff, ancien secrétaire de Trotsky...

La mise au pas des travailleuses et des travailleurs de Barcelone pave la voie à Franco

Les journées de mai 1937 ont vu les masses de Catalogne créer en quelques heures l'ensemble des conditions qui auraient pu permettre à la classe ouvrière de renverser le courant et reprendre l'offensive face à Franco, renforcé non seulement par les armes allemandes, mais surtout par la défense de la propriété privée par le Front populaire et le désarmement du prolétariat révolutionnaire.

Au moment décisif, le POUM et la CNT-FAI ont capitulé de nouveau devant le Frente popular, faute d'être bâtis sur le programme du marxisme, celui de l'alliance ouvrière et paysanne contre toute soumission à la bourgeoisie, celui de la confiance dans la capacité du prolétariat à s'émanciper, celui de l'insurrection ouvrière contre le pouvoir bourgeois. Une république ouvrière et paysanne de Catalogne basée sur les milices et les comités ouvriers aurait pu étendre la révolution et ainsi, affaiblir considérablement l'armée franquiste en appelant au contrôle ouvrier sur les entreprises, à la confiscation des terres par les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, à l'indépendance du Maroc.

Mais le gouvernement Negrín, épaulé directement par le NKVD, rend les terres aux propriétaires fonciers, rétablit la liberté du commerce, désarme les milices. Le front populaire, ce bloc entre les partis bourgeois « démocratiques », les partis réformistes et les anarchistes, porte tous ses efforts « sur le front de la propriété », si bien que le front militaire s'effondre, inéluctablement. En janvier 1939, Barcelone tombe.

*L'écrasement de Barcelone porte un coup terrible au prolétariat mondial mais lui donne aussi une grande leçon. Le mécanisme du front populaire en tant que système de duperie et de trahison des masses exploitées a été complètement dévoilé. Le mot d'ordre de « défense de la démocratie » a révélé une fois de plus son essence réactionnaire et, en même temps, son caractère creux. La bourgeoisie veut perpétuer le règne de son exploitation, les ouvriers veulent se libérer de l'exploitation. Telles sont les tâches réelles des classes fondamentales de la société moderne. (Léon Trotsky, *La Tragédie espagnole*, janvier 1939)*

En mars, c'est au tour de Madrid. Le prolétariat d'Espagne est écrasé pour plus de trente ans. La division des rangs ouvriers face au fascisme en Allemagne, le bloc du PS-SFIO et du PCF-SFIC avec le Parti radical et l'étouffement de la grève générale en France [voir *Révolution communiste* n° 18], le barrage du Frente popular contre la révolution espagnole et l'écrasement de l'insurrection de Barcelone permettent à Franco de s'emparer du pouvoir, puis à Hitler et Mussolini d'ouvrir la deuxième guerre inter-impérialiste en Europe, qui déchaînera encore plus de barbarie capitaliste que la première.

23 mars 2017



Témoignage en 1939 d'un militant polonais de la 4^e Internationale réédité par le GMI (voir p. 15)

Justice pour Théo L !



Le jeudi 2 février, à 16 h 53, quatre policiers contrôlent un groupe de jeunes d'Aulnay-sous-Bois. Théo L., éducateur de quartier, s'approche. Les quatre policiers l'arrêtent,

lui tiennent des propos racistes (il est noir) et le violent avec une arme de service. Cela vient après des décennies de contrôles au faciès dans le métro et les quartiers populaires, l'assassinat d'un militant écologiste, la répression violente des piquets de grève et des jeunes manifestant contre la loi travail...

Les policiers agresseurs sont laissés en liberté ; par contre, des jeunes accusés d'avoir jeté des pierres sont condamnés à des peines de prison ferme.

Ceux qui approuvent les criminels en uniforme

Le candidat présenté par LR et l'UDI, Fillon, prend prétexte des explosions de colère pour réclamer les peines plancher, la majorité pénale à 16 ans et des milliers de places de prison supplémentaires. Il faut dire que Fillon s'y connaît en délinquance en col blanc.

La candidate présentée par le FN, Le Pen, se précipite immédiatement dans un commissariat pour assurer les policiers de sa complicité. Il faut dire que le fondateur du parti dont elle a hérité était un tortionnaire d'Arabes durant la guerre d'Algérie.

Les deux demandent l'interdiction des manifestations de protestation populaire, alors qu'ils avaient approuvé les manifestations illégales de policiers en tenue et avec les véhicules de service.

Le candidat Macron se rend dix jours après le crime dans un commissariat, promet d'augmenter les pouvoirs de la police et de créer 10 000 postes supplémentaires de policiers et gendarmes ainsi que 15 000 places en prison. Il faut dire que Macron s'y connaît en banditisme puisqu'il a travaillé pour une banque d'affaires.

Ceux qui couvrent les criminels en uniforme

Le gouvernement PS-PRG-PE, en réalisant après les attentats l'unité nationale (du FN au PCF ; du Medef à la CGT, FO et Solidaires), a restreint les libertés et renforcé la police, l'armée et les services secrets. Il a augmenté leurs effectifs : 2 300 militaires supplémentaires en 2016 ; 15 300 postes de plus dans la police et la justice pendant le quinquennat.

Le gouvernement, en cédant aux manifestations de policiers encadrés par le parti fascisant FN et les groupes fascistes, en leur donnant le droit d'utiliser les armes à feu, en les envoyant contre les travailleurs en manifestation et en grève, les encourage, leur donne la certitude de l'impunité.

Les dirigeants syndicaux Mailly et Martinez, en plaignant les policiers qui matraquaient et gazaient les manifestants et en soutenant ensuite les manifestations factieuses de policiers, ont couvert les forces de répression au lieu de les intimider et de les tenir en respect par la grève générale, la défense des manifestations et des blocages.

Les partis d'origine ouvrière qui ont montré la plus grande compréhension pour les manifestations de policiers (PS, PdG, PCF, LO...) ont aussi leur responsabilité. Les candidats des partis « réformistes » veulent d'ailleurs renforcer l'armée et la police : Hamon, soutenu par le PS, promet 5 000 policiers de plus ; Mélenchon, soutenu par le PdG et le PCF, le double sur sa droite avec 10 000.

Comment en finir avec les brutalités de la police ?

L'urgence est le front unique des organisations nées de la classe ouvrière en défense de Théo L et des autres victimes des exactions policières.

La présence répétée du PCF et du PS aux gouvernements n'a jamais changé le rôle de la police et de l'armée. L'État est l'instrument de la classe dominante, et son noyau est l'appareil de répression (police, justice, armée, services secrets). L'armée française mène des guerres au Mali, en Syrie et en Irak pendant que la police patrouille dans les quartiers populaires comme une armée d'occupation. Les plus grands pollueurs sont les managers des firmes multinationales, les plus grands terroristes sont les armées impérialistes qui détruisent des pays entiers (Irak...). Et les victimes des violences policières sont avant tout les pauvres, pas les patrons qui causent les suicides de salariés ou les accidents du travail (150 morts chaque année dans le BTP contre une poignée dans la police), qui utilisent les paradis fiscaux ou qui licencient (comme PSA à Aulnay), ni les politiciens à leur service comme Le Pen père, Sarkozy, Fillon ou Strauss-Kahn.

Les demandes des policiers conduisent à moins de libertés démocratiques, à plus de répression des exploités et des opprimés. Les « syndicats » de policiers n'ont donc rien à faire dans les confédérations ouvrières (FO, CGT, Solidaires...).

La Commune de Paris a dissous la police bourgeoise en 1871. L'armement de la population a permis les conquêtes sociales et démocratiques de 1945. Le mouvement ouvrier doit renouer avec son programme, celui du Parti ouvrier de 1880 et du Parti communiste de 1918 : défense des luttes et des organisations contre la police et les hommes de main du capital, désarmement des corps de répression, armement du peuple, gouvernement des travailleurs.